

SOCIALNETLINK.MAG

Le lien vers l'actu IT africaine



NewDeal Technologique

LE SÉNÉGAL TRACE SA VOIE VERS UN FUTUR
NUMÉRIQUE AVEC L'IA

**L'AFRICA MOBILE
/ANDAKIA**

L'IA au service d'une
communication inclusive
et intelligente

**GALSEN IA-
IA HUB SENEGAL**

Ces communautés IA qui
font bouger les lignes au
Sénégal

**PAROLE D'EXPERT
SEYDINA NDIAYE**

Enseignant Chercheur et Expert
en IA «L'Afrique doit maîtriser
l'IA et l'adapter à ses réalités»

DES MARQUES DE HAUT DE GAMME CHEZ PAI

PRESTIGE AUTO INDUSTRIE

UN HÉRITAGE DE
LUXE
UNE VISION D'AVENIR.



Roulez en toute élégance !



✉ contact@prestigeauto.sn
☎ +221 78 146 60 60 / 33 825 40 44

📍 Corniche Ouest, en face de la
Mosquée de la divinité, Dakar

DeepSeek, une aubaine pour le Sénégal et l'Afrique

C'est un fait auquel l'humanité ne peut point déroger. L'intelligence artificielle (IA) transcende notre quotidien en dépit d'un manque réel de conscience et de capacité à appréhender ses outils quant à son usage. Elle est au centre de notre existence dans la mesure où elle se mêle de tout ce qui rythme notre vécu modifiant ainsi notre rapport au travail, au savoir, à la production, aux soins, au transport, à la consommation, à l'information, entre autres. Sans que la plupart de l'humanité s'en rende compte.



D'ailleurs, un rapport de Price Waterhouse and Coopers (PWC) indique que ses effets positifs font que l'IA peut ajouter 15,7 billions de dollars à l'économie mondiale d'ici 2030 du fait de son autonomisation. Ce rapport ajoute que l'IA peut également « doubler les taux de croissance économique d'ici 2035 grâce à des gains de productivité et à la transformation du mode de fonctionnement des gouvernements et des entreprises. Cela équivaut à un gain de 14 % du PIB mondial. »

Si, dans un passé récent, la start-up américaine de la Silicon Valley, OpenAI, faisait la pluie et le beau temps avec sa fameuse invention ChatGPT, le trublion chinois, DeepSeek, sorti naguère des laboratoires de Zhong Guan Cun, vient ainsi de rebattre les cartes de l'IA. D'autant plus que ce dernier modèle d'IA générative n'a été financé qu'à hauteur de 5,6 millions de dollars alors que son sérieux concurrent a, lui, mobilisé 100 millions de dollars avant de voir le jour.

La récente venue de DeepSeek dans le domaine de l'IA, au-delà d'affoler les marchés boursiers Tech en faisant dégringoler les actions de ChatGPT, prouve à suffisance que l'argent, le nerf de la guerre, est loin d'être l'unique atout dans la course effrénée à la création d'outils IA performants. Parce que la solution chinoise est au même niveau que ChatGPT, sinon mieux sur le plan purement technique. Et, cerise sur le gâteau, en plus d'être moins onéreuse, elle reste frugale, ouverte et moins économe en ressources énergétiques ; d'où son immense succès sur les plateformes de téléchargement depuis son lancement.

Au regard de ce qui précède, les communautés IA sénégalaise, regroupées au sein de GalsenAI et de Sen IA HUB, doivent garder espoir vu que DeepSeek reste une réelle chance pour ses membres qui, depuis 2018, sont sur le front pour tester et créer des modèles, former et sensibiliser jeunes et femmes, capaciter et certifier entrepreneurs, geeks et ingénieurs afin de nouer des partenariats devant in fine attirer plus d'investisseurs dans des projets IA. Également, l'Etat en collaboration avec le privé est appelé à multiplier ses efforts pour

garantir un environnement propice à favoriser une connectivité haut débit et à un moindre coût, la mise en place d'un cloud souverain, des centres de données pour les services IA et d'un supercalculateur fonctionnel à tout instant. C'est de cette façon qu'on peut entrer de plain-pied dans l'univers de l'intelligence artificielle. Puisque point d'IA sans une bonne connectivité et des infrastructures critiques de stockage de nos données sensibles.

C'est dire que le Sénégal, classé à la 4ème place des « nations "en éveil" et "naissantes" en termes d'investissement, d'innovation et de mise en œuvre de l'IA » après Maurice, l'Afrique du Sud et le Rwanda, selon l'indice mondial de l'IA d'Oxford Insight de 2023, a toutes les cartes en main pour jouer les premiers rôles dans cette technologie en Afrique.

Pour ce faire, à l'image de DeepSeek, ses talents, qui ne cessent d'innover, doivent davantage miser sur la source ouverte (open source) permettant de réaliser de réelles économies sur les coûts de licences concernant l'utilisation des logiciels et d'aller plus vite en disposant de beaucoup plus de données.

En outre, Il est manifeste que c'est le chemin que doivent prendre les communautés IA pour produire des licornes devant pousser les limites de nos frontières et rivaliser avec des géants en mettant le curseur sur des solutions IA adaptées aux besoins de nos réalités socioculturelles, avec un narratif sénégalais, voire africain, dont le principal objectif est de prendre en compte les aspirations des populations dans les secteurs de l'agriculture, la santé, l'éducation, du climat, entre autres. Cette démarche est une condition sine qua non pour ne laisser personne en rade surtout dans un contexte où l'oralité prédomine. C'est pourquoi, il faut tendre incontestablement vers une IA éthique et inclusive.

De même, ce travail doit aussi passer par la jonction entre le secteur public, l'université et les entreprises pour une plus grande efficacité dans les réponses à apporter.

Dès lors, il urge de réviser la stratégie nationale de l'IA afin qu'elle s'adosse au « New deal technologique » pour impacter des secteurs phares du nouveau référentiel « Agenda national de transformation - Sénégal 2050 ». C'est dans l'optique d'assurer une meilleure vulgarisation de l'IA afin que les populations se l'approprient. Puisque son développement contribue, à n'en pas douter, à l'atteinte d'un « Sénégal souverain, juste et prospère ».

Il va sans dire que DeepSeek reste une opportunité pour les communautés IA du Sénégal et de l'Afrique. Car elle peut désormais emprunter la voie déjà tracée par les

acteurs de la Fintech africaine qui, par le biais du concept du "leapfrogging", saut de grenouille, tant cher à l'économiste américain Alexander Gerschenkron, sont parvenus à faire du Continent le leader incontestable de la "Mobile Money" nonobstant le retard accusé sur le plan technologique. C'est ainsi qu'avec beaucoup d'audace, d'inventivité, de créativité et d'innovation, ces communautés IA peuvent faire fi du "Blitz Scalling" ou du "bigger is better" tant prôné par « les faucons de la Silicon Valley » arguant qu'il faut injecter plus d'argent dans l'IA pour décourager ses concurrents minimisant, par la même occasion, la qualité de leur innovation. Mais, c'est peine perdue : tous se sont maintenant alignés sur la ligne de départ. Puisqu'avec DeepSeek les compteurs sont remis à zéro. A vous de jouer !

SOCIALNETLINK.MAG
Le lien vers l'actu IT africaine

ÉDITÉ PAR
SOCIALNETLINK.ORG

**DIRECTEUR GÉNÉRAL
CEO**
Basile NIANE

RÉDACTION
Basile Niane
Seydou Badiane
Matel N'diaye
Florence Sadio
Rosalie Sarr

INFOGRAPHIE
Balla Fall
bfall.reporter@gmail.com
+221 77 517 44 27

EMAIL RÉDACTION
contact@socialnetlink.org

EMAIL COMMERCIAL
Commercial@socialnetlink.org
+221 77419 12 65
+221 77 5084804
+221 33 827 27 01

ACTUALITÉS & INNOVATION

PLATFORME D'ACTUALITÉS

- ACTUALITÉS TECH
- ENTREPRENEURIAT
- INNOVATION
- SCIENCES

RESTEZ INFORMÉS AVEC LES DERNIÈRES
NOUVELLES EN TECHNOLOGIE, ENTREPRENEURIAT,
INNOVATIONS ET AVANCÉES SCIENTIFIQUES

AGENCE DIGITALE



PRODUCTION AUDIOVISUELLE
MARKETING DIGITAL / COMMUNICATION
FORMATION / COACHING

BOOSTEZ VOTRE PRÉSENCE EN LIGNE ET DÉVELOPPEZ VOS
COMPÉTENCES AVEC NOTRE EXPERTISE EN PRODUCTION
AUDIOVISUELLE, MARKETING DIGITAL ET FORMATION

SERVICES

VIDÉOS PROMOTIONNELLES | DOCUMENTAIRES | SPOTS PUBLICITAIRES
CAPTATIONS D'ÉVÉNEMENTS | GESTION DES RÉSEAUX SOCIAUX
CAMPAGNES PUBLICITAIRES EN LIGNE | STRATÉGIES DE CONTENU | SEO/SEA

CONTACTEZ-NOUS :

(+221) 33 8273701 | 77617 59 39
contact@socialnetlink.org
www.socialnetlink.org

SUIVEZ-NOUS SUR

@SOCIALNETLINK





STRATÉGIE NUMÉRIQUE DU SÉNÉGAL

DOSSIER NEW DEAL TECHNOLOGIQUE

SOMMAIRE

- P06| EDITO PAR ISMAÏLA CAMARA**
Repenser le futur, ici et maintenant
- P6| DOSSIER NEW DEAL TECHNOLOGIQUE**
Le Sénégal trace sa voie vers un futur numérique avec l'IA
- P12| ENTRETIEN MATHIEU AMBASSADE FRANCE**
«L'avenir de l'IA ne se fera pas sans coopération internationale.»
- P17| ISIDORE DIOUF DG SÉNÉGAL NUMÉRIQUE SA**
« L'IA est un enjeu stratégique, le Sénégal doit investir massivement »
- P18| PORTRAIT NDIAYE DIA-SALTIS**
l'alchimiste des algorithmes au service de l'Afrique
- P20| JÀNGAT.AI**, la startup qui révolutionne l'accès à l'information grâce à des IA métier sur mesure pour les organisations.
- P22| UNIVERSITÉ NUMÉRIQUE CHEIKH HAMIDOU KANE (UNCHK)**
Socle et emblème du « New Deal Technologique » au Sénégal
- LES COMMUNAUTÉS TECH À L'HEURE DE L'IA**
- P28| MARKETING MOBILE EN AFRIQUE**
l'IA au cœur d'une révolution signée LAfricaMobile
- P30| GALSEN IA**
"Notre mission est de bâtir un écosystème IA fort et productif pour l'Afrique de l'Ouest"
- P33| PORTRAIT** Derguene Mbaye General Manager de GalsenAI : l'Ingénieur qui veut mettre l'Afrique sur la carte de l'IA
- P34| ENTRETIEN** Exclusif avec Alioune Badara Mbengue, CEO de la startup Andakia AWA, l'IA qui parle votre langue : quand la tech donne une voix aux oubliés du numérique
- P36| IA HUB SENEGAL**
"L'IA est une opportunité majeure pour le Sénégal et l'Afrique"
- P41| PORTRAIT** Daouda Tandiang Djiba, De la Data à l'Intelligence Artificielle, un architecte du futur numérique Sénégalais
- COIN DE L'EXPERT**
SEYDINA NDIAYE, Enseignant-Chercheur et Expert en IA : "L'Afrique doit maîtriser l'IA et l'adapter à ses réalités"
- P42|**
- P48| ACTUALITÉS**
En 2033, l'Intelligence Artificielle pèsera 4 800 milliards (Rapport)
- P49| SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE :**
l'Afrique se dote d'un Conseil sur l'intelligence artificielle
- P49|** Un fonds de 60 milliards de dollars pour bâtir l'économie africaine de l'IA

New Deal Technologique

Le Sénégal trace sa voie vers un futur numérique avec l'IA



Le Sénégal entre dans une nouvelle ère numérique, une révolution qui ambitionne de transformer le pays en une puissance digitale en Afrique de l'Ouest. Avec le lancement du New Deal Technologique le 24 Février 2025, le Sénégal affiche clairement ses ambitions : mettre l'innovation au service du développement et positionner le pays comme un leader africain dans le domaine du numérique et de l'intelligence artificielle (IA).

Lors de la cérémonie officielle de lancement, le président Bassirou Diomaye Faye a dévoilé les grandes lignes de cette initiative qui s'inscrit dans la Vision Sénégal 2050. Devant un parterre de ministres, d'acteurs du secteur numérique et de partenaires internationaux, il a insisté sur la nécessité d'accélérer la transformation digitale pour favoriser la croissance économique et améliorer la qualité de vie des citoyens.

"Nous avons longtemps été spectateurs des révolutions technologiques mondiales. Aujourd'hui, le Sénégal ne veut plus suivre, il veut mener. Ce New Deal Technologique est un engagement ferme pour faire de notre pays un hub de l'innovation et de l'intelligence artificielle", a affirmé le chef de l'État sous les applaudissements de l'audience.

Mais derrière cette déclaration d'intention, quel est réellement le rôle de l'IA dans cette stratégie ? Quels secteurs vont bénéficier de cette avancée ? Et surtout, comment le Sénégal compte-t-il s'imposer dans ce domaine face aux géants du numérique ?

L'intelligence artificielle au cœur du New Deal

L'intelligence artificielle est l'un des piliers majeurs du New Deal Technologique. Plus qu'un simple outil, elle est perçue comme un levier de transformation économique et sociale, permettant d'optimiser les services publics, de moderniser les entreprises et de créer de nouvelles opportunités pour la jeunesse. Selon Alioune Sall,

ministre de la Communication, des Télécommunications et du Numérique, l'IA est désormais une priorité absolue pour le gouvernement.

"L'intelligence artificielle est une révolution que nous devons saisir. Il ne s'agit pas seulement de consommer des technologies venues d'ailleurs, mais de créer nos propres solutions, adaptées à nos réalités et à nos besoins. Le Sénégal doit être un acteur majeur de cette transformation", a-t-il déclaré avec conviction.

Concrètement, plusieurs initiatives ont été mises en place pour structurer un écosystème performant autour de l'IA :

➤ Un programme de formation massif pour former 100 000 diplômés spécialisés dans les métiers du numérique d'ici 2034.

➤ Un investissement majeur dans les infrastructures, avec la création de supercalculateurs, data centers et un cloud souverain.

➤ Un cadre réglementaire solide, garantissant la protection des données et la transparence des algorithmes.

➤ Un soutien aux startups IA, afin de favoriser l'innovation locale et le développement de solutions intelligentes adaptées aux besoins du marché sénégalais et africain.

L'IA sera ainsi transversale, touchant plusieurs domaines-clés de la société. Le Sénégal veut s'appuyer sur cette technologie pour accélérer la digitalisation du pays et renforcer sa souve-

raineté numérique.

L'IA, un levier de transformation économique et sociale

Le gouvernement mise sur l'IA pour accélérer la digitalisation des services publics, optimiser les performances économiques et favoriser l'émergence d'un écosystème technologique performant. L'IA est ainsi intégrée dans plusieurs domaines clés :

➤ **Administration publique** : automatisation des procédures, amélioration de l'efficacité des services et gestion prédictive.

➤ **Santé** : diagnostic assisté, développement de la télémédecine et optimisation des dossiers médicaux numériques.

➤ **Agriculture et élevage** : exploitation des données climatiques pour prévoir les rendements et lutter contre les aléas climatiques.

➤ **Sécurité** : mise en place de systèmes intelligents de surveillance et de prévention des cyberattaques.

➤ **Éducation** : déploiement de tuteurs IA et de plateformes d'apprentissage adaptatif.

L'une des premières révolutions que va apporter l'IA concerne l'éducation. Le gouvernement prévoit le développement de tuteurs IA, capables d'adapter l'enseignement au rythme de chaque élève.

Ces assistants virtuels, disponibles en plusieurs langues (y compris les langues locales), permettront aux élèves d'accé-

der à du contenu pédagogique personnalisé, renforçant ainsi l'inclusion numérique et l'équité éducative.

🔊 **Santé** : vers une médecine plus efficace et accessible

Dans le secteur de la santé, l'IA promet une révolution. Le gouvernement ambitionne de généraliser le dossier patient informatisé, permettant un suivi médical plus précis et une meilleure prise en charge des patients. La télémédecine, boostée par l'IA, facilitera l'accès aux soins dans les zones rurales, en permettant des consultations à distance avec des spécialistes basés à Dakar ou à l'étranger.

De plus, l'analyse des big data médicaux permettra de mieux comprendre certaines maladies et d'optimiser les stratégies de prévention.

🔊 **Agriculture et élevage** : une production optimisée

L'IA va aussi jouer un rôle central dans l'agriculture et l'élevage, deux secteurs clés de l'économie sénégalaise.

Grâce à des capteurs intelligents et des outils d'analyse avancés, les agriculteurs pourront prédire les rendements, optimiser l'irrigation et mieux gérer les ressources naturelles.

Cette transformation numérique vise non seulement une augmentation de la productivité, mais aussi une meilleure résilience face aux défis climatiques.

🔊 **Transport** : des villes plus intelligentes

L'IA sera également au cœur des projets de smart cities. À Dakar et dans d'autres grandes villes, elle permet une gestion optimisée du trafic, réduisant ainsi les embouteillages et la pollution.

Les systèmes de signalisation intelligents pourront s'adapter

en temps réel à la densité du trafic, fluidifiant ainsi la circulation et améliorant la sécurité routière.

Un cadre réglementaire et éthique pour une IA souveraine

Le New Deal Technologique prévoit la mise en place d'un cadre réglementaire strict pour encadrer le développement de l'IA. Parmi les mesures envisagées :

🔊 Une législation sur la protection des données et la sécurité des infrastructures numériques.

🔊 La création d'un cloud souverain pour héberger les données critiques et garantir leur sécurité.

🔊 Une réglementation sur l'éthique de l'IA afin d'assurer la transparence et d'éviter les biais algorithmiques.





STRATÉGIE NUMÉRIQUE DU SÉNÉGAL

Un enjeu de souveraineté numérique

Au-delà des applications pratiques, le Sénégal veut préserver son indépendance technologique en évitant une trop grande dépendance aux géants étrangers du numérique.

L'État met ainsi un accent particulier sur le développement d'un cloud souverain, où seront stockées les données stratégiques du pays.

"Notre souveraineté numérique est essentielle. Nous devons être capables de contrôler nos infrastructures et de protéger nos données. C'est une question de sécurité nationale et d'indépendance", a insisté Bassirou Diomaye Faye.

Un pari ambitieux: Objectif 2034

Avec cette feuille de route ambitieuse, le gouvernement espère atteindre des résultats concrets d'ici 2034 :

🔊 15% de contribution du numérique au PIB

🔊 200 000 emplois indirects créés

🔊 +80% d'utilisation des services numériques par la population

🔊 100% des données sensibles hébergées localement

Le Sénégal veut ainsi figurer parmi les trois premiers pays africains exportateurs de services numériques, et s'imposer comme une référence continentale en matière d'IA et d'innovation.

"Nous avons tous les atouts pour réussir. C'est maintenant à nous, en tant que nation, de saisir cette opportunité et d'écrire une nouvelle page de notre histoire numérique", a conclu le président Bassirou Diomaye Faye.

Un Sénégal tourné vers l'avenir

Le New Deal Technologique marque une rupture dans l'approche numérique du Sénégal. En misant sur l'IA comme moteur de développement, le pays se positionne stratégiquement pour un avenir digital souverain et inclusif. Le défi est immense, mais une chose est sûre : le Sénégal trace désormais sa propre voie dans la révolution numérique. ●

Sénégal
2050



En 2050, le Sénégal sera une société numérique, un pays de services à forte valeur ajoutée.

Une révolution numérique fondée sur l'accès universel à Internet et l'identité numérique unique et fiable pour les citoyens et le foncier, afin de :



Redresser

Réduire les inégalités socio-économiques en facilitant l'accès aux services essentiels et aux opportunités numériques.



Impulser

Amorcer la transformation digitale de l'administration et des secteurs clés pour plus d'efficacité et de transparence.



Accélérer

Stimuler l'essor de l'économie numérique en favorisant l'émergence de champions nationaux à vocation régionale et internationale

Champions nationaux

Transformation
Numérique des filières

Transformation Numérique
de l'administration

Identité numérique des
personnes physiques

Identité numérique
du foncier et du bâti

Accès universel aux
services numériques



New Deal Technologique Horizon 2034

Pour une administration de proximité, une économie dynamique et inclusive, et une société de confiance, la vision est déclinée en **4 axes stratégiques**, soutenus par des facilitateurs, produisant un impact durable dans l'inclusion des populations, le développement socio-économique, le renforcement du capital humain et l'engagement africain.

Sénégal
2050

Vision 2050

Pour une nation SOUVERAINE, JUSTE, PROSPÈRE et ancrée dans des valeurs fortes



Mathieu Bécue

Attaché de coopération pour l'innovation et l'économie numérique à l'Ambassade de France au Sénégal

«L'avenir de l'IA ne se fera pas sans coopération internationale.»



Dans un contexte mondial marqué par l'accélération des transformations numériques, la coopération entre la France et le Sénégal s'intensifie autour d'un axe stratégique : l'intelligence artificielle. À travers des programmes structurants comme I Sen Hub IA, Senspatial, LionsTech Invest, Go Taouey, HEC Challenge +, GameHub Sénégal, ou encore le réseau Teranga Tech Incub, l'ambassade de France joue un rôle de facilitateur, d'accompagnateur et de catalyseur au sein de l'écosystème technologique sénégalais. Actuellement en poste à Dakar après une première expérience en Afrique du Sud, Mathieu Bécue apporte son expertise à la croisée de la recherche, de l'innovation et de la diplomatie scientifique. Ancien directeur d'une plateforme d'intelligence technologique à l'Université de Bordeaux, récipiendaire de la médaille de Cristal du CNRS, il pilote aujourd'hui une série d'initiatives visant à renforcer les compétences locales, soutenir les startups et promouvoir une IA inclusive et durable. Dans cet entretien exclusif accordé à Socialnetlink, il revient en profondeur sur les ambitions de la coopération franco-sénégalaise dans le domaine de l'intelligence artificielle, les résultats attendus du programme Sen Hub IA, et les perspectives à moyen et long terme d'un partenariat qui mise sur l'humain, la technologie, et l'impact durable.

Comment la France accompagne-t-elle le Sénégal dans l'élaboration et l'opérationnalisation de sa stratégie nationale d'intelligence artificielle ? Quels sont les principaux axes de cette collaboration ?

A l'issue de l'élaboration de la stratégie nationale d'intelligence artificielle (SNIA) en 2023, processus dans lequel Expertise France a été fortement impliquée, en concertation avec le Ministère de la Communication, de la Télécommunication et du Numérique, il a été décidé d'étudier la façon dont l'ambassade de France pouvait soutenir les premières activités de la feuille de route de cette stratégie.

C'est ainsi qu'est né le programme Sen Hub IA, lancé en mai 2024, dont l'objectif est de soutenir la visibilité de l'écosystème IA sénégalais et son étroite connexion à son environnement international, condition importante pour accroître son attractivité, et permettre une soutenabilité de long terme de son dynamisme.

Je me permets de rappeler que les activités financées dans ce projet, sans exception, ont toutes été proposées et validées par les acteurs de cet écosystème, eu égard aux priorités immédiates et des défis identifiés dans le cadre de la SNIA.

Dans ce cadre, le projet Sen Hub IA vient financer des activités sur l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur de l'écosystème IA, avec des priorités données sur :

- ⇒ le développement des compétences et de l'employabilité des jeunes ;
- ⇒ le renforcement et l'accès à des jeux de données thématiques / sectorielles nécessaires au développement de nouvelles solutions basées sur l'IA ;
- ⇒ l'appui à l'émergence et l'accompagnement au développement de start-ups ;
- ⇒ la stimulation de la demande et en particulier celle de la commande publique (sensibilisation

renforcée des décideurs au potentiel qu'offre l'intelligence artificielle dans le développement de nouveaux services aux usagers) ;

En parallèle et de manière complémentaire, l'ambassade de France en partenariat avec la Cyber Infrastructure Nationale pour l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (CINERI), en charge du supercalculateur sénégalais, a déployé le projet Go Taouey.

L'objectif à travers cette autre initiative a été de soutenir la mise en exploitation accélérée du super calculateur Taouey, avec (i) le lancement de calculs de recherche par des équipes académiques pré-identifiées dans les domaines de la santé et de l'environnement, (ii) l'ouverture du supercalculateur à des startups pour tester et développer leurs services, mais également (iii) la promotion de cette importante infrastructure scientifique auprès de la communauté des utilisateurs dans les universités.

Pouvez-vous nous détailler les objectifs du programme SEN HUB IA et les résultats attendus pour l'écosystème technologique sénégalais ? Comment ce programme soutient-il les start-ups locales spécialisées en IA ?

Le projet Sen Hub IA s'articule autour de 3 principaux objectifs :

⇒ **Objectif 1** : Le renforcement de l'expertise / les capacités pratiques des enseignants en science des données et intelligence artificielle (IA), mais aussi de jeunes diplômés afin d'accroître leur employabilité, tout en favorisant la visibilité des formations proposées au Sénégal dans ce domaine.

Il a été prévu la mise en place de différentes écoles d'été pour les enseignants chercheurs et doctorants sénégalais. Ces écoles d'été sont conçues en partenariat avec l'Association Sénégalaise des chercheurs en Informatique (ASCI), sur la base des besoins clairement identifiés par cette communauté.

Ces écoles d'été ont pour objectif de

renforcer l'expertise pratique des enseignants et formateurs en science des données et IA sur les dernières évolutions de l'IA générative et ses applications concrètes dans les entreprises et le secteur public. La 1ère édition s'est déroulée d'ailleurs au mois d'avril à l'UCAD. A l'issue du programme, ce seront plus de 150 enseignants chercheurs qui auront bénéficié de cette activité.

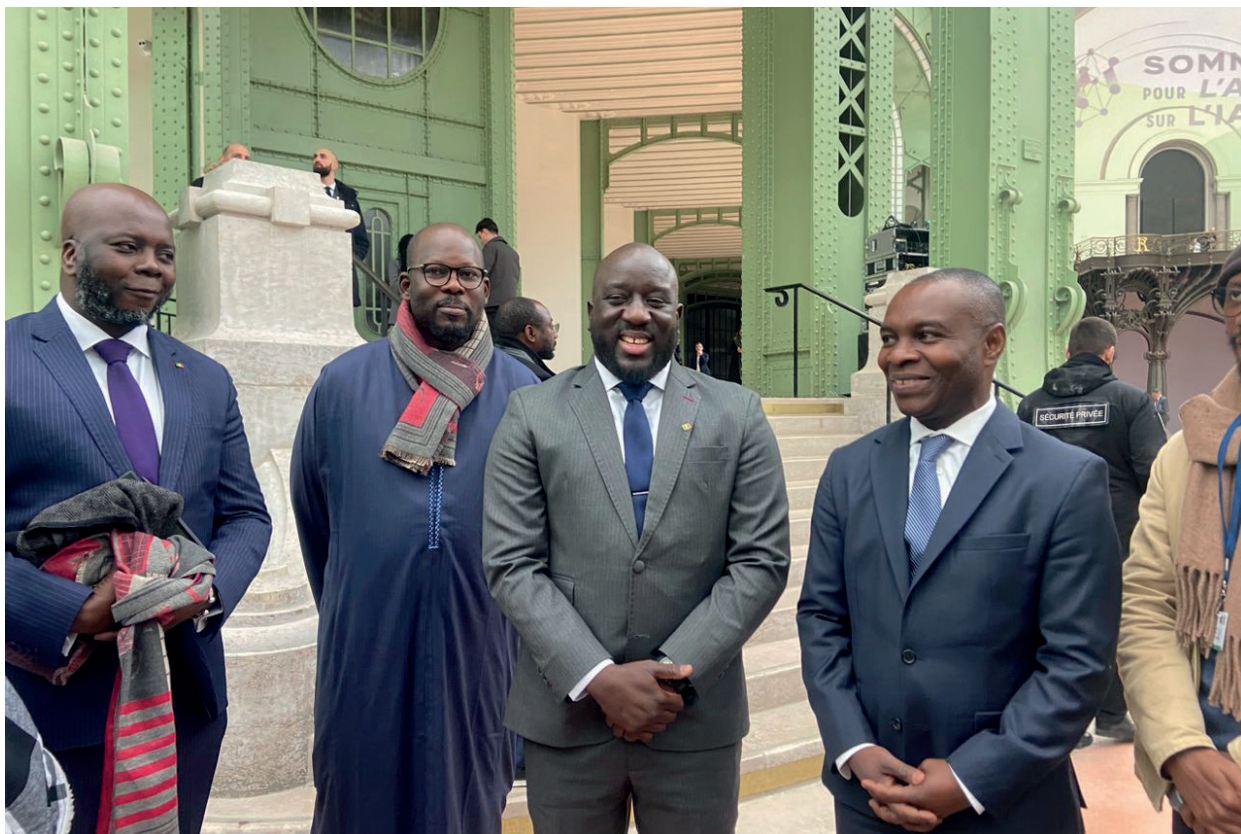
Des programmes de renforcement des compétences ont également été initiés au profit de jeunes diplômés en science des données et IA parvenus en fin de cycle supérieur. Ces jeunes peuvent actuellement suivre des programmes certifiants pour devenir Data Analyst, Data Scientist, et deep learning Engineer.

Ces formations ont été initiées avec l'appui notamment du Dakar Institut of Technology (DIT) et de Go My Code.

Au total près de 200 jeunes seront à terme concernés par ces formations certifiantes. Des discussions sont également en cours avec le Fonds de Financement de la Formation Professionnelle (3FPT), afin de voir comment accroître le volume de bénéficiaires.

Enfin, sur ce volet, alors qu'aucune cartographie des formations en sciences des données et en Intelligence artificielle n'existe au Sénégal, un important chantier de recensement de ces formations a été engagé. L'objectif est d'accroître la visibilité de ces formations. Elle permettra de faciliter l'orientation des étudiants et de promouvoir la qualité des formations supérieures en SD et IA du Sénégal, avec l'appui du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Cette cartographie sera très bientôt disponible.

⇒ **Objectif 2** : Accélérer le développement des usages de l'Intelligence Artificielle (IA) dans les entreprises et administrations publiques du Sénégal, multiplier les propositions de solutions et les opportunités de réalisation de prototypes et animer une communauté des utilisateurs de l'intelligence artificielle.



Sur cet axe, l'un des principaux chantiers est de soutenir le développement d'une communauté d'utilisateurs de l'IA via la mise en place d'activités d'acculturation et d'animation s'adressant aux entreprises privées et aux acteurs publics. Cette activité s'articule aujourd'hui autour de nombreux webinaires portés par des experts sectoriels, mais également des workshops/ateliers thématiques, avec l'objectif de présenter et d'approfondir des exemples réussis d'usages de l'IA dans chacun des secteurs de l'économie du Sénégal, ou dans certains domaines transversaux (RH, relation clients, surveillance réseaux, prévision, etc.). La finalité est d'identifier des pistes et des opportunités de cas d'usages mais aussi de déployer au sein d'entreprises et ou administrations des solutions à base d'intelligence artificielle permettant de répondre efficacement à des besoins précis.

Dans cette optique, le projet Sen Hub IA a structuré et développé un important programme de « bourses

» pour favoriser le recrutement de jeunes diplômés du supérieur issus des filières science des données et IA, au sein d'entreprises ou des administrations publiques souhaitant réaliser des prototypes de services. Quelque 100 bourses seront mises en place. Ces bourses répondent aux besoins des structures privées ou publiques en phase de déploiement d'un projet faisant appel à l'IA dans une optique de « transfert de technologie ».

➡ **Objectif 3** : Accompagner le développement, la visibilité et la notoriété de la communauté et de l'écosystème entrepreneurial IA, autour du développement d'un Hub Sénégalais

Soutenir le développement de l'écosystème en Intelligence artificielle du Sénégal, c'est aussi accroître sa notoriété et sa visibilité raison pour laquelle il nous a semblé important d'accompagner les activités d'une initiative sénégalaise qui vise à fédérer l'ensemble des acteurs de cet écosystème. Cette initiative c'est le

AI Hub Sénégal qui regroupe aujourd'hui les principales structures sénégalaises engagées sur ce domaine : Galsen AI, l'Association Sénégalaise en Intelligence Artificielle, l'Institut des Algorithmes du Sénégal, le Women in Machine Learning and data Science, et prochainement l'Association Sénégalaises des chercheurs en Informatique. Le projet vient alors soutenir financièrement les équipes du Hub afin d'en assurer le fonctionnement sur le moyen terme.

Vous comprendrez alors que la mise en œuvre de nombreuses activités de ce projet de coopération est portée par le Ai Hub Sénégal, ce afin d'en faire bénéficier l'ensemble des parties prenantes de cet écosystème et en assurer l'impact le plus inclusif possible, compte tenu des expertises qui y sont regroupées.

Atteindre ce 3ème objectif c'est également essayer de participer à une réponse « cœur » exprimée par cet écosystème : constituer un lac de données massives (data lake) sur

la problématique de la traduction entre le français, les langues régionales (wolof, peul, sérère...) et locales (noon, mancagne, bassari...).

Ce « commun » bénéficiera à l'ensemble des projets d'IA comportant une interface utilisateur grand public, c'est-à-dire en pratique, une grande partie des projets de recherche en cours sur l'IA au Sénégal.

Ce lac de données sectorielles sera alimenté par l'ensemble des producteurs nationaux de données du domaine considéré mais également par des campagnes de collecte de données, sur lesquelles le projet est en train de travailler. Le AI Hub Sénégal aura en charge d'ouvrir au plus grand nombre cet actif informationnelle et d'en assurer la gouvernance dans un premier temps.

Le projet soutient également la structuration et le développement d'un programme d'accompagnement au développement de jeunes startups. Cette initiative qui est encore en cours de réflexion, alors qu'aucun programme n'existe actuellement, visera à soutenir la croissance d'une vingtaine de startups à haut potentiel de développement, qui déploient ou intègrent des services reposant sur l'IA. Ce programme sera également adossé à un fonds d'amorçage qui permettra de soutenir les premières phases de développement de ces jeunes entreprises.

De manière complémentaire, et parce que le développement des entreprises passe aussi par leur internationalisation, le projet accompagne la promotion de ces jeunes entreprises innovantes à l'international, ce afin d'accroître leurs opportunités business, et leur visibilité vis-à-vis de la communauté financière internationale.

Vous l'aurez compris, les startups et PME sont des bénéficiaires privilégiées de ce programme. Elles bénéficieront également de la dynamique globale du développement de l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur de l'écosystème IA sénégalais, que cherche à soutenir ce programme.

Quelles initiatives sont mises en place pour renforcer les compétences des enseignants et des étudiants sénégalais en sciences des données et en intelligence artificielle ?

Comme nous avons pu le souligner précédemment, un des axes importants de ce projet est le renforcement du capital humain et en particulier celui des enseignants chercheurs, dans un contexte d'évolution « extrêmement rapide » de cette « discipline/technologie ». C'est aussi une réponse à l'un des axes de la SNIA qui rappelle la priorité à donner au lien entre science et innovation, au transfert de technologique, intitulé dans la stratégie « Lab to Market ».

Les enseignants chercheurs ont un rôle crucial à jouer dans la souveraineté des modèles et des solutions IA du Sénégal. Si nous n'intervenons pas directement dans le financement de projets de recherche dans le cadre de cette initiative (mais nous ne l'excluons pas dans le futur), ces projets de recherche se nourriront incontestablement de l'excellence scientifique des chercheurs sénégalais bénéficiaires de ces écoles d'été.

En parallèle de ce dispositif, l'ambassade de France propose chaque année des bourses étudiantes et de recherche qui sont particulièrement sollicitées. En 2024, ce sont près de 8 bourses qui ont été attribuées pour des étudiants qui ont pu rejoindre les meilleurs masters français dans ce domaine.

La création d'une Maison de l'Intelligence Artificielle au Sénégal a été évoquée. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce projet et sur le rôle que la France pourrait y jouer ?

Nous avons effectivement, il y a environ deux ans, lors du Salon des Algorithmes, des sciences, Technologies et de l'Innovation du Sénégal, évoqué la création d'une Maison d'Intelligence artificielle. Ce concept, qui résume (et je le dis rapidement) l'idée d'animation

d'un écosystème, a été formulé et surtout acté autrement par certaines parties prenantes de l'écosystème sénégalais, reconnues pour leur dynamisme et les résultats concrets délivrés, lorsqu'ils ont décidé de la création du Ai Hub Sénégal.

C'est ce Hub, porté par de jeunes acteurs mais dont l'expertise et la reconnaissance sont reconnues internationalement, que nous avons décidés de soutenir avec le Ministère de la communication, des télécommunications et du numérique. Cette structure devra naturellement faire ses preuves et s'articuler étroitement avec d'autres acteurs de l'écosystème et en particulier ceux de la recherche. Ce choix est un choix d'avenir.

La France a accueilli le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle en février 2025. Quels enseignements en tirez-vous et comment ces discussions influencent-elles la coopération avec le Sénégal dans ce domaine ?

Le Sénégal est venu au sommet avec une délégation particulièrement importante, probablement la plus importante du continent africain, témoignant de la singularité de la dynamique du Sénégal dans ce domaine.

Outre la présence du Ministre de la communication, des télécommunications et du numérique, Monsieur Alioune Sall, une dizaine de startups, des chercheurs, des structures de l'écosystème ont participé à ce sommet. De nombreuses interventions d'acteurs de cette délégation ont permis d'exposer le savoir-faire et l'expertise du Sénégal mais également de rappeler les priorités du gouvernement sur ce sujet.

Le sommet portait d'un triple constat : (i) qu'il faut agir maintenant afin de donner à l'IA le visage qui reflète les valeurs que nous portons pour nos sociétés, (ii) qu'il faut être proactif et saisir les opportunités qu'offre l'IA, mais aussi être réactif face aux risques d'abus et d'usages détournés, (iii) éviter la capture de l'IA et

de son développement par quelques géants de la tech.

Dans ce contexte, le développement, l'utilisation et l'accès à l'IA sont donc des enjeux politiques, qui appellait à un sommet d'envergure mondiale, où la voix du continent africain était indispensable et avec au centre, les questions (i) de sa gouvernance, et (ii) de l'infrastructure publique qui devra permettre un accès juste et équitable à cette technologie pour tous.

C'est ainsi que de nombreux enjeux ont été abordés, parmi lesquels je souhaite citer, de manière non exhaustive, le partage de données et de la puissance de calcul, le multilinguisme, le développement d'un agenda open source.

Je pense que les discussions qui ont eu lieu lors de ce sommet de Paris sont parfaitement alignées avec les priorités du gouvernement sénégalais raison pour laquelle le Sénégal a signé la déclaration finale du sommet sur « une intelligence

artificielle inclusive et durable pour les peuples et la planète » Ces sujets sont, je pense, par ailleurs d'ores et déjà considérés dans le cadre du projet Sen Hub IA, sans pouvoir répondre naturellement totalement aux enjeux que je viens d'exposer. L'alignement est au demeurant bien présent.

Il en résulte que nous partageons une même vision. Ce sommet et les conclusions qui en sont ressorties ne font que conforter la pertinence de notre coopération sur ce domaine.

**II
LES
ENSEIGNANTS
CHERCHEURS ONT
UN RÔLE CRUCIAL
À JOUER DANS LA
SOUVERAINETÉ DES
MODÈLES ET DES
SOLUTIONS IA DU
SÉNÉGAL..**

Quels sont les projets futurs envisagés pour renforcer la coopération entre la France et le Sénégal dans le domaine de l'IA ? Comment envisagez-vous l'évolution de ce partenariat à moyen et long terme ?

Les activités du projet Sen Hub IA se poursuivront jusqu'en 2026/2027. De nombreuses activités initiées

dans le cadre de cette collaboration sont innovantes, y compris dans le mode opératoire de mise en œuvre, et issues de constats bien identifiés et documentés. L'évaluation de ses impacts permettra de se projeter et d'étudier la pertinence de son passage à l'échelle, et je me permets d'insister, en considérant en particulier le mode opératoire de sa mise en œuvre, qui est à mes yeux probablement l'aspect le plus important à considérer.

Le rapprochement avec d'autres écosystèmes du continent africain ou européen, rapprochement soutenu dans le cadre de ce projet, devrait également naturellement permettre l'émergence de nouvelles collaborations et ce de façon totalement autonome. Cette dimension est particulièrement importante et sur lequel nous parions. C'est aussi ici qu'il faut trouver une réponse à la question « comment envisagez-vous l'évolution de ce partenariat ? ».

L'avenir de l'IA ne se fera pas sans coopération internationale. Les écosystèmes français et sénégalais en particulier dans le domaine de la recherche se connaissent parfaitement. Ils s'alimentent mutuellement via leurs expertises respectives. La coopération franco-sénégalaise a ainsi de très beaux jours devant elle !!! ●



Isidore Diouf

DG SÉNÉGAL NUMÉRIQUE SA

« L'IA est un enjeu stratégique, le Sénégal doit investir massivement »

Alors que l'intelligence artificielle redéfinit les équilibres économiques mondiaux, le Sénégal cherche à prendre le train en marche. Du 10 au 11 février 2025, une délégation sénégalaise menée par Isidore Diouf, Directeur Général de Sénégal Numérique SA (SENUM SA), a pris part au Sommet pour l'Action sur l'IA à Paris. Objectif : explorer les dernières avancées technologiques et identifier des opportunités pour l'écosystème numérique sénégalais.

Se connecter à l'innovation mondiale

À Paris, l'événement a réuni des géants de la tech, des start-up prometteuses et des décideurs engagés dans la transformation numérique. Pour Isidore Diouf, cette rencontre a été une véritable immersion dans l'univers de l'IA appliquée à des secteurs clés : la médecine, les ressources humaines, l'optimisation des processus.

« Ce sommet nous a permis de voir comment l'IA est en train de révolutionner l'économie mondiale et comment nous pourrions l'intégrer dans notre stratégie nationale. Le Sénégal doit se connecter aux innovations mondiales s'il veut rester compétitif. »



SENUM SA, acteur clé du numérique au Sénégal, entend jouer un rôle de facilitateur entre les startups locales et les opportunités à l'international.

Le défi du financement : un obstacle majeur

Mais la question du financement des startups reste un point noir. Pendant que la France annonce un investissement de 109 milliards d'euros pour consolider son leadership dans l'IA, le Sénégal peine encore à structurer un mécanisme de soutien à ses jeunes pousses technologiques.

« Cela vous donne la mesure de l'enjeu. L'IA est devenue une bataille mondiale, et si nous n'investissons pas maintenant, nous prendrons un retard difficile à rattraper. »

Isidore Diouf insiste sur la nécessité d'un engagement fort de l'État, mais aussi du secteur privé et des institutions financières.

« L'État doit être le premier investisseur, avec une vision claire. Mais il faut aussi que nos grands

entrepreneurs et nos banques comprennent l'importance d'accompagner les startups. Aujourd'hui, le capital-risque est quasi inexistant au Sénégal, et c'est un vrai frein à l'émergence de champions africains. »

Le Sénégal à la croisée des chemins

Avec une jeunesse connectée et un secteur technologique en pleine croissance, le Sénégal possède des atouts indéniables. Mais sans une stratégie nationale ambitieuse et un cadre de financement adapté, l'IA pourrait rester un rêve lointain.

« SENUM SA mettra les moyens pour accompagner cette transformation. Mais nous devons, collectivement, prendre conscience que l'IA est un enjeu stratégique pour notre avenir. »

Le message du patron de SENUM est clair : l'heure n'est plus à l'observation, mais à l'action. Le Sénégal doit faire des choix courageux pour ne pas manquer la révolution de l'intelligence artificielle. ●

Ndiaye Dia Sattis

CEO de Jàngat.AI

L'alchimiste des algorithmes au service de l'Afrique



Il fait partie de cette génération silencieusement révolutionnaire, de ceux qui ne courent pas après les projecteurs, mais dont les actions éclairent l'avenir. À seulement 30 ans, Ndiaye Dia incarne cette Afrique qui code son propre destin. Ingénieur en intelligence artificielle, entrepreneur engagé, et infatigable bâtisseur de savoirs, il conjugue avec élégance les mathématiques, la technologie et l'impact social.

Né et formé à Dakar, Ndiaye Dia débute son parcours à l'Université Cheikh Anta Diop, où il décroche une licence en mathématiques et informatique en 2017. Loin de s'en contenter, il franchit les frontières pour rejoindre l'École polytechnique de Paris, haut lieu de l'excellence scientifique mondiale. C'est

là qu'il affine sa maîtrise de l'intelligence artificielle et de la science des données, des outils qu'il choisit de mettre au service d'un continent en quête de souveraineté numérique.

Mais l'expert en IA n'a jamais eu l'ambition de briller pour lui seul.

En décembre 2020, il fonde l'Institut des Algorithmes du Sénégal (IAS), un laboratoire d'idées, de recherche, de développement et de formation sur les technologies de l'IA et ses algorithmes. Loin des modèles élitistes, l'IAS s'ancre dans une vision inclusive : démocratiser les compétences numériques et contribuer activement à la transformation digitale de l'Afrique.

« Former, inspirer, autonomiser » : telle est sa devise. Et il ne s'arrête pas là. Un an plus tard, en décembre 2021, il crée le Salon des Algorithmes, des Sciences-Technologies et de l'Innovation du Sénégal (SALTIS). Pensé comme un pont entre l'école et l'avenir, le SALTIS attire lycéens, étudiants et professionnels autour d'ateliers, conférences et démonstrations. L'objectif ? Désacraliser les sciences, éveiller des vocations et tordre le cou à l'idée selon laquelle la tech serait réservée à une élite.

Avril 2024 marque une nouvelle étape dans son parcours. L'ingénieur est sélectionné pour représenter le Sénégal au Forum de la Jeunesse de l'ECOSOC à New York, l'un des rendez-vous les plus prestigieux des Nations Unies sur les questions de jeunesse et de développement durable. Devant une audience mondiale, il prend la parole pour défendre la place centrale des technologies dans la lutte contre la pauvreté et la réalisation du Programme 2030, plaidant avec force pour une Afrique actrice de sa propre mutation.

À la croisée des savoirs et des engagements, Ndiaye Dia ne se contente pas de parler d'avenir : il le construit. Son parcours, entre excellence académique et initiatives de terrain, symbolise une Afrique qui n'attend plus les solutions venues d'ailleurs. Une Afrique qui invente, qui enseigne, qui inspire. Et surtout, qui innove.●



wave

ci

Nekkal temps !

Toutes tes banques

et microfinances
préférées dans
l'application Wave

< Lier votre banque



BANK OF AFRICA
BACI GROUP



BHS
Banque de l'Habitat du Sénégal



UBA
United Bank for Africa



baobab



Banque Islamique
du Sénégal



Ecobank
The Pan African Bank



BANQUE
ATLANTIQUE
GRANDE ENSEMBLE



LA BANQUE AGRICOLE



Orabank



pamecas



ACEP



MBC FADIC HAMBOUR



Creditkash
GROUPE AFRIKA



GEMER



GSIE
TECHNOLOGY

Jàngat.AI, la startup qui révolutionne l'accès à l'information grâce à des IA métier sur mesure pour les organisations.

Dans un monde où les données explosent et les réglementations se renforcent, les entreprises et administrations sont confrontées à un double défi : rester conformes tout en tirant pleinement profit de l'intelligence artificielle pour structurer, comprendre et exploiter leur patrimoine informationnel.

C'est dans cette optique que Jàngat.AI s'impose comme un partenaire stratégique. Spécialisée dans le développement d'IA métier, la startup conçoit des solutions intelligentes capables d'analyser en profondeur les données, de fluidifier l'accès à l'information et d'automatiser les processus critiques, tout en respectant les exigences de sécurité et de conformité.

Jàngat est née d'une ambition forte : mettre l'intelligence artificielle au service de problématiques réelles, africaines et à fort impact. L'aventure a commencé il y a cinq ans au sein de l'Institut des Algorithmes du Sénégal, un laboratoire de recherche, de formation et d'innovation dédié aux technologies de l'IA. C'est là qu'un groupe de chercheurs et d'ingénieurs sénégalais s'est réuni autour d'une conviction partagée : les technologies avancées, lorsqu'elles sont maîtrisées et contextualisées, peuvent apporter des réponses concrètes aux enjeux socio-économiques de nos sociétés. Quatre ans plus tard, cette vision donne naissance à Jàngat.AI, avec pour mission de transformer l'accès à l'information dans les organisations grâce à des solutions d'IA pertinentes et robustes.

Grâce à une combinaison de technologies avancées, IA générative, traitement du langage naturel, deep learning, Jàngat permet aux organisations de reprendre le contrôle sur leurs documents, leurs connaissances internes et leurs outils numériques. La plateforme propose



une expérience innovante : interagir avec ses fichiers comme on discuterait avec un expert.

Jàngat s'intègre naturellement dans les écosystèmes existants, avec une API robuste et des connecteurs vers les principaux outils du marché. La solution s'adapte aux spécificités de chaque structure, qu'il s'agisse de grandes administrations, de PME en pleine transformation numérique ou d'équipes métiers à la recherche d'efficacité et de précision.

L'enjeu n'est plus seulement d'accéder à l'information, mais de la com-

prendre, de l'exploiter en temps réel et de la sécuriser. En centralisant les connaissances, en révélant les expertises internes, et en rendant l'information actionnable, Jàngat devient un levier de pilotage, d'innovation et de conformité.

À l'heure où les outils généralistes montrent leurs limites, l'approche verticale et métier de Jàngat s'impose comme une évidence : pour des décisions plus rapides, une meilleure gouvernance de la donnée et une vraie maîtrise de l'intelligence artificielle..●

BOOSTEZ

votre visibilité digitale en

**30
jours**

CRÉATION

DE CONTENUS ENGAGEANTS

(vidéo, articles, infographies, etc.)

DÉVELOPPEMENT

DE SITES WEB MODERNES ET OPTIMISÉS

(vitrine, e-commerce, institutionnels...)

COUVERTURE

MÉDIATIQUE & COMMUNICATION DIGITALE

(gestion des réseaux sociaux, relations presse, e-reputation...)

MAGAZINES

PAPIER & NUMÉRIQUES

(édition et diffusion : maximiser la visibilité des ent)



Audit Digital Offert - Réservez votre RDV maintenant



Scan me!

SOCIALNETLINK EST ACTIF



+221 77 617 59 39



contact@socialnetlink.org



socialnetlink.org

Université numérique Cheikh Hamidou KANE

Socle et emblème du « New Deal Technologique » au Sénégal

Il est de notoriété publique que l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK) est une référence dans le domaine de l'enseignement à distance par le numérique au Sénégal et en Afrique de l'ouest. Créée en 2013, la première institution d'enseignement supérieur par le moyen des Technologies de l'information et de la communication a, en un peu plus d'une décennie d'existence, connu une montée en puissance qui l'a propulsée à la deuxième place des universités sénégalaises en termes d'effectifs étudiants (plus de 70 000). Avec son modèle pédagogique qui s'appuie sur le numérique pour rendre les savoirs et les compétences accessibles, son maillage du territoire national, grâce à son réseau d'Espaces numériques ouverts (ENO) au nombre de 18, l'UN-CHK est un atout clé pour le Sénégal dans sa quête d'une société numérique. Ainsi, en indiquant l'importance de faire de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE, le socle et l'emblème du « New Deal technologique », le président de la République Bassirou Diomaye Diakhar FAYE lui reconnaît cette légitimité qui en fait un acteur incontournable dans la transformation numérique nationale.

UN-CHK, un ancrage dans l'écosystème numérique

L'UN-CHK joue un rôle central dans la mise en œuvre des initiatives de formation et d'innovation technologique au Sénégal. Forte de son expertise en ingénierie pédago-

gique et en développement des compétences numériques, l'université accompagne la structuration et l'amélioration continue des dispositifs de formation. Au regard de sa somme d'expériences pratiques, elle se positionne incontestablement à la fois comme un acteur de premier

plan et un support technique incontournable au « New Deal Technologique (NDTH'2034) », une initiative stratégique qui vise à accélérer la transformation numérique du Sénégal à travers la souveraineté technologique, la digitalisation des services publics, le développement de l'économie nu-





mérique et le positionnement du pays comme un leader en Afrique.

Sa contribution repose sur une approche collaborative avec un écosystème diversifié d'acteurs institutionnels, académiques et économiques, dont les engagements et les expériences pratiques sont essentiels pour concrétiser les ambitions du NDTH'2034. L'UN-CHK capitalise sur ses liens privilégiés avec le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) pour intégrer ses formations et programmes de recherche dans les politiques nationales d'innovation et de développement des compétences numériques.

En parallèle, elle porte d'ambitieux programmes de recherche interuniversitaires et d'envergure nationale, à l'instar de son programme phare « Transformation numérique et développement économique » qui vise la promotion et l'impulsion de la transformation numérique au Sénégal. L'objectif de ce programme est d'utiliser la transformation numérique comme un levier pour le développement économique du Sénégal, en particulier et de l'Afrique en général. Il s'agit

spécifiquement de :

• systématiser le modèle pédagogique de l'UN-CHK et le décliner pour les ordres d'enseignement, moyens et secondaires ;

• promouvoir la culture numérique au Sénégal ;

• faire du numérique éducatif un moyen d'assurer l'employabilité des jeunes dans divers secteurs d'activités (agriculture, santé, éducation, artisanat, commerce, etc.) ;

• faire du numérique un levier, non seulement de la productivité, notamment pour les PME en protégeant les droits intellectuels, mais aussi de la concurrence et de la sécurité numérique, en facilitant les solutions de financement, dans un cadre juridique qui encourage l'innovation et en proposant des solutions adaptées à leurs besoins de gestion et de développement ;

• acquérir des outils de souveraineté numérique : Facebook, Google, cloud africains etc. ;

• élaborer des lois et règlements qui assurent la disponibilité des données pour l'Etat et les chercheurs

tout en assurant leur protection (Exemple des Philippines et autres).

La légitimité de l'UN-CHK comme acteur incontournable dans le domaine du numérique transcende les frontières. À l'échelle internationale, les collaborations avec le MIT, Harvard, DeepMind, OpenAI, Google Research et Meta offrent des opportunités uniques pour le transfert de connaissances, le développement de formations avancées et la mise en place de projets de recherche appliquée en intelligence artificielle et data science. L'intégration du Max Planck Research Partner Group au sein de l'UN-CHK renforce la capacité de l'université à produire de l'expertise locale dans la régulation des domaines de pointe.

Un partenaire d'avenir

En partenariat avec des institutions clés, l'UN-CHK développe des programmes de formation de masse dans le numérique, contribuant ainsi à l'accélération de l'adoption des outils digitaux par les agents de la fonction publique et le secteur informel. Dans ce cadre, elle accompagne la formation de 105 000 enseignants et personnels adminis-





tratifs du Ministère de l'Éducation nationale (MEN). Ce projet structurant vise à intégrer le numérique dans les pratiques pédagogiques et administratives en assurant un accès équitable aux outils digitaux pour l'ensemble des agents du Ministère. En parallèle, l'UN-CHK est impliquée dans une initiative du Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique (MCTN) destinée à la montée en compétences numériques des fonctionnaires. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du « New Deal Technologique » et vise à généraliser l'usage du numérique dans l'administration publique afin de garantir une transition digitale efficace.

L'expertise de l'UN-CHK est aussi sollicitée par le Ministère de la Formation Professionnelle, avec qui elle est liée par un partenariat pour renforcer l'offre de certifications spécialisées en intelligence artificielle, cybersécurité et cloud computing, des domaines clés pour répondre aux besoins du marché du travail. L'université est engagée avec le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme du Service publique dans la mon-

tée en compétences des agents de l'État, en les formant à la gestion des services numériques et en facilitant l'adoption des nouvelles technologies dans l'administration. Ainsi, la première université publique numérique va contribuer à rendre l'administration sénégalaise plus performante, inclusive et centrée sur l'utilisateur. Elle accompagne également le Ministère de la Santé et de l'Action sociale (MSAS) dans le cadre d'un projet de développement de la télémédecine au Sénégal, financé par la Banque mondiale. Il s'agit d'identifier et d'exploiter les technologies numériques pour faciliter l'accès aux services de santé, en particulier dans les régions où les ressources médicales sont limitées et où les populations sont confrontées à des défis d'accessibilité aux soins.

Dans une démarche d'inclusion numérique, l'UN-CHK commence à développer des initiatives de volontariat numérique impliquant ses étudiants, ses enseignants-chercheurs et son personnel administratif, technique et de service dans l'accompagnement des collectivités territoriales vers leur transformation digitale. Le programme «

une commune, un site » en est une parfaite illustration. Chaque commune qui le souhaite est accompagnée à disposer d'un site web fonctionnel gratuitement. Ce dernier constitue un outil pour matérialiser la politique de bonne gouvernance et de transparence et contribuer au marketing territorial. Il permet de rapprocher les services administratifs des citoyens, en particulier dans les zones rurales, et favorise une appropriation accrue des outils numériques par la population.

Pour honorer ses engagements vis-à-vis de ses partenaires, l'UN-CHK peut compter sur son Centres des Académies et des Technologiques (CAT), créé au sein de son pôle Sciences Technologies et Numérique (STN). En plus du volet pédagogique qui donne un accès privilégié à des technologies de pointe, le CAT offre un environnement à l'institution pour la formation de son personnel et autres partenaires. Le centre a déjà acquis les académies telles que Cisco, Huawei et Oracle et négocie avec Fortinet Network Security ainsi que Linux Professional Institute, pour mieux répondre aux besoins.



Le programme FORCE-N de l'UN-CHK : faire du Sénégal un hub de l'économie numérique

L'UN-CHK, en tant que pôle d'excellence numérique, se positionne ainsi comme un acteur structurant du « New Deal Technologique », en alignant ses initiatives de formation, de recherche et d'accompagnement des entreprises, de service à la communauté en adéquation avec les objectifs stratégiques du Sénégal. En consolidant ces partenariats clés, l'université contribue à la montée en puissance du Sénégal en tant que hub technologique africain, garantissant une transformation numérique inclusive et durable. C'est d'ailleurs dans cette logique que s'inscrit son programme « Formations Ouvertes pour le Renforcement des Compétences, de l'Emploi et de l'Entrepreneuriat dans le Numérique » (FORCE-N), qui est une politique massive et innovante de formation, en adéquation avec les besoins des employeurs. D'une durée de cinq (5) ans, ce programme

soutenu par la Fondation Mastercard met en place une offre de formation certifiante, basée sur un modèle d'apprentissage innovant, utilisant les TIC et ayant recours à une pédagogie active. Il implique, par ailleurs, la participation des entreprises et des professionnels à travers l'évaluation des besoins, la conception du programme ou encore le déploiement des formations, mais aussi la préparation à la carrière par le coaching et le mentorat, ainsi que l'accompagnement à l'entrepreneuriat dans le secteur du numérique.

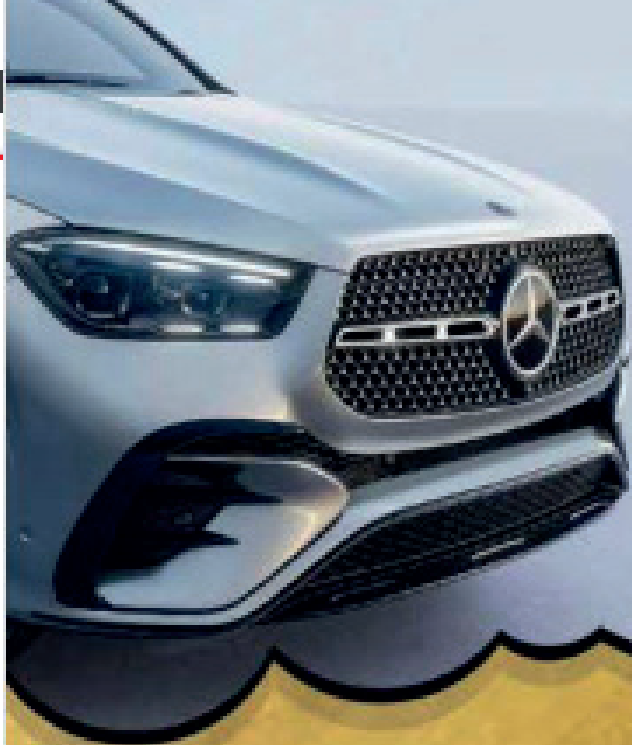
A termes, le programme FORCE-N permettra à 80 000 jeunes d'obtenir des formations innovantes et pointues dans des domaines tels que le développement de logiciels, le Big Data, la cybersécurité, l'animation et les jeux 3D, ou la robotique pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises sénégalaises et à celui du marché mondial. Il contribuera par la même occasion à l'insertion de 60.000 jeunes, par des emplois rémunérés et de 10.000 jeunes, par l'entrepreneuriat dans le domaine

des technologies numériques et la création de 1 000 startups viables axées sur le numérique.

L'UN-CHK s'illustre également à travers le projet FORCE-N dans l'accompagnement du secteur informel en proposant des certifications numériques dans des domaines stratégiques tels que le commerce digital, la broderie numérique, l'intelligence artificielle pour tous et l'entrepreneuriat numérique. En complément, un accompagnement à l'entrepreneuriat numérique ainsi que des financements sont accordés à des jeunes porteurs de projets, notamment dans le secteur informel, afin de renforcer leur inclusion dans l'économie numérique.

Ces initiatives témoignent de l'ancrage de l'UN-CHK dans la dynamique de transformation digitale nationale. Son expertise et ses actions en cours font d'elle un acteur structurant du « New Deal Technologique », contribuant activement à la montée en compétences des citoyens et à l'accélération de la transition numérique du Sénégal. ●





PRESTIGE AUTO
INDUSTRIE

Marketing mobile en Afrique

L'IA au cœur d'une révolution signée LAfricaMobile

Dans un continent où le mobile est devenu l'outil principal de communication, LAfricaMobile s'impose comme une plateforme incontournable de communication et de marketing mobile en Afrique. En combinant intelligence artificielle (IA), multicanalité et langues africaines, l'entreprise ambitionne de connecter les marques, institutions et entreprises avec leurs clients de manière simple, efficace et inclusive. Malick Diouf, CEO de LAfricaMobile, nous dévoile les clés du succès de son entreprise, les défis à relever et les perspectives d'avenir d'un marché en pleine expansion.

LAfricaMobile se présente comme la première plateforme de communication et de marketing mobile en Afrique. Quels sont les principaux avantages compétitifs que vous apportez sur un marché en pleine croissance ?

LAfricaMobile a pour mission principale d'aider et d'accompagner toutes les entreprises du continent à créer un lien fort avec leurs clients pour accroître leurs activités à travers les technologies mobiles (SMS, USSD, WhatsApp, Voice, Crédit téléphonique, Paiement de factures, Text-to-Speech, Speech-to-Text).

Notre proposition de valeur est de permettre aux entreprises africaines d'engager leurs clients sur le téléphone mobile de façon simple, efficace, abordable et inclusive.

Comment l'IA est-elle intégrée dans vos solutions de communication et de marketing mobile ? Pouvez-vous nous donner des exemples concrets de cas d'usage où elle a transformé l'expérience client ou optimisé vos services ?



L'IA au service d'une communication inclusive et intelligente

L'IA nous permet d'intégrer directement les langues africaines (langues tonales) sur notre plateforme multicanale de relation client.

De la même façon qu'on peut envoyer un SMS d'alerte à quelqu'un pour une information importante (par exemple un rappel de ren-

dez-vous médical), aujourd'hui grâce à l'IA, on peut aussi lui envoyer un message vocal dans une de nos langues africaines (Wolof, Bambara, Dioula, Lingala, Swahili ...) de façon complètement automatisée, avec ou sans internet via le réseau GSM directement ou via WhatsApp.

Voici quelques exemples concrets de cas d'usage :

Santé : rappels de prise de médicaments, conseils de santé ou alertes en cas d'urgence sanitaire.

Éducation : notifications aux parents et aux élèves sur les horaires, examens ou événements scolaires.

Fintech : utilisation de messages personnalisés en réponse à des demandes d'information, augmentant la satisfaction client.

Agriculture : envoi de conseils sur les meilleures pratiques agricoles, météo agricole ou alertes de maladies de cultures.

Transport : envoi de messages aux

conducteurs pour signaler des changements d'itinéraire, des rappels de maintenance, ou d'autres informations liées à la gestion de flotte, etc.

Media : transcription automatique d'interviews, mais aussi vocalisation d'articles pour presse en ligne

Audiovisuel : automatisation de la création de sous-titres pour des contenus audiovisuels.

Vous avez récemment levé des fonds. Comment ces ressources seront-elles utilisées pour accélérer votre croissance ? Quels sont les domaines stratégiques que vous comptez développer grâce à cet investissement ?

Une levée de fonds pour accélérer la croissance

LAfricaMobile est à la croisée des chemins dans sa stratégie de développement. Cette nouvelle phase marque un jalon important pour l'entreprise et vient renforcer l'ambition de poursuivre notre développement en Afrique.

Ces fonds nous permettront de consolider notre position de leadership en Afrique francophone de l'ouest et du centre, mais aussi d'investir massivement dans nos produits, notamment en intégrant l'intelligence artificielle afin d'offrir une meilleure expérience à nos clients.

Quels sont les principaux défis que vous rencontrez pour démocratiser l'adoption de vos solutions sur le continent africain ? Comment adaptez-vous

vos services aux réalités locales tout en visant une échelle internationale ?

Défis et ambitions : démocratiser la communication mobile en Afrique

Nous comptons relever les défis de la couverture et de l'expansion sur toute l'Afrique francophone d'abord, mais aussi et surtout l'opportunité d'accompagner les organisations publiques et privées dans leur processus de transformation digitale avec une offre de services adaptée aux besoins des communautés.

« L'inclusion digitale » en Afrique ne se fera pas sans une prise en compte des réalités locales et cela passera nécessairement par la connectivité et la digitalisation des dialectes de nos populations (aujourd'hui plus de 2000 dialectes à travers toute l'Afrique).

Avec l'essor de l'IA et de la connectivité mobile en Afrique, comment voyez-vous l'évolution de votre marché dans les cinq prochaines années ? Quel rôle LAfricaMobile compte-t-elle jouer dans cette transformation ?

Notre plateforme multicanale All-In-One offre des services uniques sur un marché particulièrement prometteur dans les prochaines années.

Notre positionnement à l'intersection des services financiers, des télécommunications et du mar-

keting permet d'adresser efficacement un marché estimé à près de US\$150 milliards d'ici 2030.

LAfricaMobile compte jouer un rôle majeur de pionnier pour adresser ce besoin des entreprises africaines à interagir avec leurs clients sur le téléphone mobile de façon multicanale et inclusive.

Nous avons déjà accompagné plus de 300 entreprises dans 26 pays en Afrique et établi plus de 60 partenariats avec les opérateurs télécoms du continent. Notre ambition est d'accompagner TOUTES les entreprises où qu'elles soient en Afrique dans leur relation avec leurs clients avec l'objectif de les aider à croître de façon durable et ainsi contribuer à notre façon, au développement de l'Afrique.

Une entreprise au cœur de l'innovation africaine

Avec une vision ambitieuse et une adoption stratégique de l'intelligence artificielle, LAfrica-

Mobile est en train de révolutionner la communication mobile en Afrique. Son approche multicanale et inclusive lui permet de s'imposer comme un acteur clé du marketing digital et des services mobiles sur le continent.

En alliant technologie, accessibilité et innovation, LAfricaMobile s'impose comme un partenaire incontournable pour les entreprises africaines qui souhaitent toucher efficacement leur clientèle. Un modèle inspirant qui montre que l'avenir du numérique en Afrique se construit dès aujourd'hui, avec des solutions pensées par et pour les Africains. ●

**“
NOUS
PERMETTONS
AUX ENTREPRISES
AFRICAINES
D'ENGAGER LEURS
CLIENTS DE
MANIÈRE SIMPLE
ET INCLUSIVE”**



GalsenAI :

"Notre mission est de bâtir un écosystème IA fort et productif pour l'Afrique de l'Ouest"

Créée en 2018, GalsenAI est une communauté pionnière dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) au Sénégal. Dans un pays où l'IA était encore peu connue, cette initiative s'est donné pour mission de démocratiser la technologie et de structurer un écosystème IA performant et inclusif. Formations, hackathons, accompagnement des entreprises, recherche appliquée... GalsenAI ne se contente pas de sensibiliser, elle agit sur le terrain. Son General Manager, Derguene Mbaye, nous éclaire sur les enjeux et les défis de l'intelligence artificielle au Sénégal.

Quelles sont les motivations qui ont conduit à la création de GalsenAI, et quel impact souhaitez-vous avoir sur l'écosystème numérique au Sénégal ?

GalsenAI a été créée en 2018 dans un contexte où l'intelligence artificielle (IA) était en train de gagner le monde, revêtant des enjeux géopolitiques. Paradoxalement, nous avons constaté que le sujet était méconnu

au Sénégal et très peu abordé. Nous nous sommes donc donné comme mission première de vulgariser cette technologie qui allait devenir une révolution dans les années qui suivront. Cela a ainsi jeté les premiers



pas de GalsenAI comme plateforme d'échange et d'apprentissage ayant comme mission de construire et populariser un écosystème IA fort et productif pour toute l'Afrique de l'Ouest.

Comment évaluez-vous le niveau actuel de compréhension et d'adoption de l'intelligence artificielle au Sénégal ?

Nous avons remarqué une nette progression entre nos débuts et maintenant. La compréhension des notions liées à l'IA s'est nettement améliorée. Beaucoup de formations ont vu le jour entre-temps et une poignée de nouveaux acteurs se sont également installés sur notre sol. Il reste cependant beaucoup de chemin à parcourir, notamment du côté des décideurs et du grand public, pour stimuler une adoption à large échelle. Cette

adoption reste encore très timide, avec une culture de la donnée encore faible au sein des entreprises ainsi que des managers éprouvant encore des réserves à l'égard de cette technologie qui leur tombe quelque peu dessus.

"Former, expérimenter et innover : les trois axes d'action de GalsenAI"

"NOUS AVONS VOULU ANTICIPER UNE RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE ET DONNER AUX TALENTS LOCAUX LES MOYENS D'Y PARTICIPER"

Nous avons également tenu plusieurs dizaines de séances de présentations sur des sujets divers et variés tels que le traitement automatique du langage, la vision par ordinateur ou encore l'ingénierie de données. Nous organisons également des ateliers pratiques amenant les participants à construire des preuves de concepts sur des technologies avancées.

Au-delà de ces activités, nous avons accompagné plusieurs entreprises de la place à explorer des prototypes de produits d'IA, depuis l'élaboration de cas d'usages réels et adaptés à nos contextes jusqu'à la concrétisation de solutions adaptées sous forme de hackathons.

GalsenAI initie également des projets de recherche et développement au sein du GalsenAI Lab pour développer des solutions à nos problématiques locales, puis les partager en accès ouvert. Les membres qui participent à ces projets ont ainsi l'occasion de mettre en pratique leur apprentissage et d'être exposés à leurs potentiels futurs recruteurs.

Quels sont les principaux projets ou initiatives que GalsenAI a réalisés pour promouvoir l'apprentissage de l'IA ?

GalsenAI a délivré des formations certifiantes à des centaines de personnes sur des sujets allant des concepts initiatiques de l'IA aux sujets plus avancés de l'apprentissage profond. Grâce à des instructeurs qualifiés certifiés par le géant NVIDIA, nous sommes en mesure de délivrer le même contenu que ceux délivrés dans les pays plus avancés sur le sujet.





“L'ADOPTION
DE L'IA AU
SÉNÉGAL EST EN
PROGRÈS, MAIS
LE CHEMIN
RESTE LONG”

Quels défis spécifiques rencontrez-vous dans la sensibilisation et la formation autour de l'IA, notamment auprès des jeunes et des professionnels ?

GalsenAI est avant tout une entité à but non lucratif fonctionnant de manière bénévole. Nous sommes ainsi parfois heurtés à des contraintes pour financer nos activités et mener nos ateliers dans des conditions idoine.

L'accès aux ressources de calcul est également un défi majeur, dans le sens où l'entraînement des modèles d'IA est un processus très gourmand en calcul. L'État du Sénégal a consenti des investissements majeurs dans un supercalculateur qui, à terme, sera un atout majeur pour catalyser les initiatives de l'écosystème IA.

Un autre défi pouvant être surprenant est la barrière linguistique liée à l'Anglais. En effet, l'IA et la technologie de manière générale sont très dominées par l'Anglais et les meilleures ressources d'ap-

prentissage sont exprimées dans cette langue. Certains des intervenants que nous sollicitons depuis l'étranger sont des anglophones et leurs prestations rassemblent beaucoup moins de participants que leurs confrères francophones.

Comment GalsenAI prévoit-elle d'assurer une inclusion sociale et professionnelle des femmes

“FORMER, EXPÉRIMENTER ET INNOVER : LES TROIS AXES D'ACTION DE GALSENAI”

artificielle ?

GalsenAI collabore très souvent avec la communauté Women In Machine Learning and Data Science (WiMLDS) Dakar, dont l'objectif premier est d'améliorer l'inclusion des femmes dans l'IA

et des jeunes dans le domaine de l'intelligence



et la science des données.

Des activités ciblant spécialement les femmes sont ainsi tenues afin de les inciter à s'impliquer davantage dans les initiatives communautaires.

"DANS CINQ ANS, NOUS VOULONS QUE LE SÉNÉGAL SOIT UN ACTEUR CLÉ DE L'IA EN AFRIQUE"

Au vu de notre position centrale au sein de l'écosystème, nous sommes souvent sollicités par des entreprises et autres organisations en quête de divers profils IA, requêtes auxquelles nous répondons en puisant dans notre vivier de talents. De plus, nos hackathons sont un excellent moyen de promou-

voir nos membres afin de faciliter leur insertion professionnelle.

Des canaux sont également mis en place pour partager toutes opportunités (stages, emplois, bourses, ...) liées à l'IA au Sénégal et au-delà. Nous avons aussi fait un partenariat avec la startup Propel, spécialisée dans l'insertion professionnelle des communautés technologiques.●

Derguene Mbaye

General Manager de GalsenAI

L'Ingénieur qui veut mettre l'Afrique sur la carte de l'IA

L'intelligence artificielle redessine le monde. Mais qui façonnera l'IA africaine ? Derrière cette révolution technologique se cachent des pionniers, des visionnaires qui refusent que le continent soit simple spectateur. Derguene Mbaye en fait partie.

Son parcours est celui d'un bâtisseur. Un ingénieur qui ne se contente pas de comprendre la technologie, mais qui veut la modeler, l'adapter et l'utiliser pour répondre aux défis africains.

Un esprit brillant au service de la science

Derguene Mbaye aurait pu suivre un parcours classique après son diplôme en télécommunications et réseaux. Mais il a choisi l'avant-garde, plongeant dans un domaine d'avenir : l'intelligence artificielle. Son terrain de jeu ? Le traitement automatique du langage, avec une ambition claire : intégrer les langues africaines dans la révolution numérique.

Pourquoi ? Parce que la technologie ne doit pas être un produit d'importation. Elle doit être façonnée pour les réalités locales, pour permettre aux Africains de dialoguer avec les machines dans leurs propres langues.



Ses travaux ne passent pas inaperçus. Google le repère et l'intègre dans son prestigieux programme "Google PhD Fellowship", une distinction réservée aux chercheurs les plus prometteurs du monde. Harvard s'intéresse également à son expertise et l'invite à collaborer sur des projets liés à l'autodétermination numérique.

Mais l'ingénieur ne veut pas seulement briller dans les cercles académiques internationaux. Son engagement va bien au-delà des laboratoires de recherche.

Un engagement pour un écosystème IA africain

Créer des modèles IA, c'est bien. Les ancrer dans un écosystème dynamique, c'est mieux.

C'est avec cette conviction qu'il cofonde GalsenAI, une communauté qui ne se limite pas à la vulgarisation de l'IA, mais qui ambitionne de structurer un véritable hub technologique au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. Former, inspirer, connecter. GalsenAI n'est pas un simple espace de réflexion : c'est un laboratoire d'idées, un accélérateur de talents, un pont entre la recherche, les entreprises et les institutions publiques.

Aujourd'hui, l'expert et son équipe accompagnent l'État sénégalais dans la mise en place d'une stratégie nationale en IA, avec un objectif clair : faire du Sénégal un acteur clé de cette révolution technologique.

L'Afrique ne sera pas spectatrice de l'IA. Elle en sera l'un des moteurs.

À travers son travail, Derguene incarne une nouvelle génération de scientifiques africains : ambitieux, connectés au monde, mais profondément ancrés dans leur réalité locale. Il ne se contente pas d'imaginer un futur où l'Afrique aurait sa place dans l'IA. Il le construit, pièce par pièce.

Alioune Badara Mbengue, CEO de la startup Andakia

AWA, l'IA qui parle votre langue : quand la tech donne une voix aux oubliés du numérique

Dans un monde où l'intelligence artificielle redéfinit les usages, Alioune Badara Mbengue, jeune entrepreneur et fondateur de la startup Andakia, a choisi de relever un défi audacieux : faire parler les machines dans les langues africaines. En donnant naissance à AWA, une interface vocale intelligente capable de comprendre et de répondre en wolof – et bientôt en pulaar et haoussa –, il ne crée pas seulement une technologie innovante, il initie une révolution culturelle et sociale. Avec une vision ancrée dans la souveraineté numérique africaine, Alioune entend briser les barrières linguistiques qui privent encore des millions d'Africains d'un accès équitable au numérique. À travers cet entretien exclusif, il revient sur les coulisses d'AWA, les défis techniques surmontés, les retours enthousiastes des utilisateurs, et sa volonté farouche de faire de l'IA un levier d'inclusion et d'émancipation. Une rencontre avec un visionnaire qui fait parler l'Afrique, dans toutes ses langues.

Quelle a été la motivation derrière le projet AWA ?

En 2015, nous avons conçu Mbal-it, une poubelle intelligente s'exprimant en langues nationales pour sensibiliser au tri sélectif. Cette expérience nous a révélé le fossé technologique concernant les interfaces vocales en langues africaines. Sachant que l'Afrique compte environ 2 000 langues et que des millions d'Africains s'expriment principalement dans leur langue maternelle, il était évident qu'une barrière linguistique entravait l'accès aux technologies. AWA est née de cette volonté de permettre une interaction naturelle avec les machines dans nos langues locales, tout en valorisant notre patrimoine culturel.

Quels sont les défis que vous avez rencontrés au niveau technique et linguistique ?

AWA, c'est un écosystème de plusieurs modules : reconnaissance vocale, LLM, voix de synthèse, etc. Chacun a ses propres défis. Par exemple, les données audio annotées



disponibles en wolof sur internet ne dépassent même pas 100h au départ, alors qu'il en faut des milliers, par exemple Whisper, le système de reconnaissance vocale développé par OpenAI, a été entraîné sur un ensemble de données massif de 680 000 heures d'audio multilingue et multi tâche collecté sur le web. Il a donc fallu collecter, nettoyer et annoter des centaines d'heures supplémentaires. Pour le LLM, on a dû construire un corpus textuel solide,

et pour la synthèse vocale, enregistrer plusieurs centaines d'heures de qualité en studio.

Au-delà des données, la langue elle-même pose des défis : différence entre wolof parlé et écrit, mots wolofisés, absence de norme claire... On travaille avec des linguistes, et même aujourd'hui certaines formulations font débat. Enfin, il y a la question de la puissance de calcul et de l'ingénierie

nécessaire pour faire tourner tous ces modules ensemble, de façon fluide et optimisée, malgré un accès limité aux ressources comme les GPU.

Concrètement, quels sont les cas d'usage d'AWA et ses bénéfices pour les populations ?

AWA se positionne comme une interface vocale entre les populations non lettrées et la technologie. Ce que l'IA ou le numérique offrent aujourd'hui à ceux qui maîtrisent le français, l'anglais ou le digital, AWA peut le rendre accessible à ceux qui ne savent ni lire ni écrire dans ces langues.

Les cas d'usage sont donc quasi infinis : – Une mère de famille peut poser une question sur la santé de son enfant et recevoir des conseils en wolof. – Un agriculteur peut demander la météo ou des conseils sur les semences. – Un jeune peut poser des questions sur l'orientation scolaire ou professionnelle.

Mais l'enjeu dépasse les services ponctuels : imaginons que l'État digitalise l'accès aux services administratifs (extrait de naissance, demande de papiers, etc.). Sans interface inclusive, des millions de citoyens resteraient exclus car incapables d'utiliser un formulaire en ligne. AWA lève cette barrière.

Enfin, chaque module d'AWA peut aussi servir indépendamment : – La transcription automatique du wolof pour archiver ou analyser du contenu oral, – La synthèse vocale pour rendre des services plus accessibles, – Le LLM ou notre moteur de recherche intégré pour extraire des infos depuis des bases de données locales, même en wolof.

AWA, c'est donc autant un pont vers la technologie qu'un levier d'inclusion sociale.

Comment les premiers utilisateurs ont-ils accueilli cette innovation ?

Nos premiers clients sont des entreprises privées qui utilisent certains modules d'AWA, notamment la transcription et l'analyse audio, pour traiter des milliers d'heures et produire des insights de qualité et en sont très satisfaites.

Par ailleurs, lors d'une phase de test sur Telegram, AWA a reçu un accueil incroyable. L'engouement a dépassé nos attentes : même ceux qui n'ont pas pu tester continuent de demander un accès. C'est devenu une vraie demande populaire. L'exposition médiatique autour d'AWA a renforcé cet effet, au point qu'elle est en train de devenir un véritable phénomène.

Quelles sont les prochaines étapes pour AWA et Andakia ?

Nous avons commencé avec le wolof, parlé par environ 10 à 15 millions de personnes entre le Sénégal et la Gambie. Mais pour maximiser l'impact d'AWA, il est essentiel de s'ouvrir aux autres grandes langues africaines.

Nous finalisons actuellement la disponibilité de tous les modules d'AWA en pulaar, une langue parlée par plus de 65 millions de locuteurs répartis dans au moins 13 pays, du Sénégal au Niger, en passant par la Guinée, le Mali, le Cameroun ou encore le Nigeria. C'est un défi technique et linguistique, car le pulaar se décline en plusieurs variantes régionales – Fouta-Tôro, Fouladou, Macina, Adamaoua, Fouta-Djalon, Borgou, etc. Nous veillons à ce que notre technologie s'adapte à cette richesse.

En parallèle, nous travaillons sur d'autres langues majeures comme le haoussa, parlé par environ 70 à 80 millions de personnes principalement au Nigeria, au Niger, au Tchad et au Cameroun, ce qui en fait l'une des langues les plus parlées du continent.

Notre objectif est clair : couvrir un maximum de locuteurs en Afrique pour que l'IA ne soit pas un privilège réservé aux élites francophones ou anglophones, mais un



outil accessible à tous.

Notre API devient progressivement accessible à des entreprises, et nous collaborons avec plusieurs ONG et institutions pour déployer AWA dans des secteurs clés comme l'éducation, la santé ou l'administration locale.

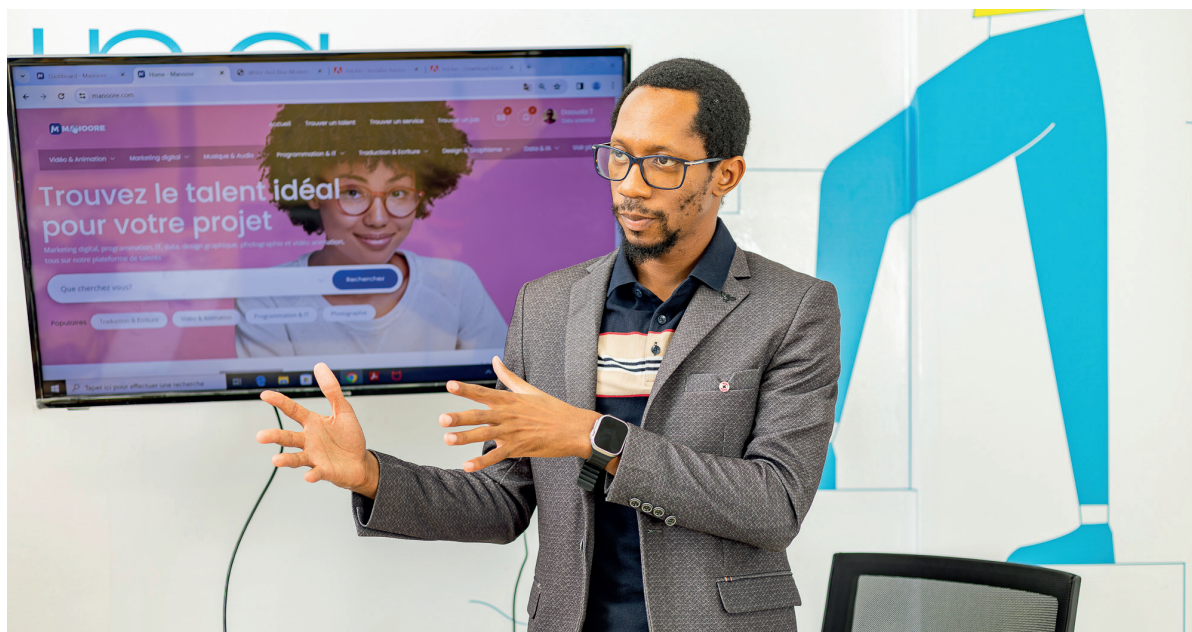
Quel est votre regard sur le développement de l'intelligence artificielle en Afrique ?

Il y a un peu plus d'un an, j'ai publié un ouvrage intitulé Prospérité symbiotique – L'impératif de succès de la relation entre l'Afrique et l'intelligence artificielle. J'y développe une vision que je défends depuis plusieurs années : l'IA ne doit pas être simplement importée en Afrique, mais co-construite à partir de nos réalités.

C'est un enjeu de souveraineté. Nos langues, nos données, nos problématiques spécifiques doivent être au cœur de cette révolution. L'Afrique ne peut pas rester consommatrice passive de technologies conçues ailleurs. Il nous faut des modèles d'IA ancrés localement, capables de répondre à nos défis avec notre intelligence collective.

Daouda Tandieng Djiba.

Co-Fondateur de AI HUB Senegal



"L'IA est une opportunité majeure pour le Sénégal et l'Afrique"

Un acteur clé de l'intelligence artificielle au Sénégal

L'intelligence artificielle (IA) n'est plus une tendance lointaine, mais une révolution en marche qui redéfinit les économies et les sociétés à travers le monde. En Afrique, cette technologie offre des opportunités inédites, mais pose aussi de nombreux défis, notamment en matière d'infrastructure, de formation et de gouvernance.

Dans ce contexte, Daouda Tandieng Djiba, expert en IA et membre co-fondateur de AI HUB SENEGAL, œuvre pour structurer un écosystème dynamique et innovant au Sénégal. Fort d'une expérience dans les secteurs des télécommunications et de la finance, il nous partage sa vision sur le rôle stratégique de

l'IA dans le développement économique et social du continent, les initiatives majeures du Projet SEN HUB IA, ainsi que les défis éthiques et réglementaires liés à cette technologie en pleine expansion.

Selon votre expérience dans les secteurs des télécommunications et de la banque, comment l'IA peut-elle contribuer au développement économique et social en Afrique de l'Ouest, et quels sont les cas d'usage les plus prometteurs

Dans tout secteur, plus précisément, le secteur bancaire et des télécoms, l'importance est de servir davantage leurs clients avec des produits et services de qualité. Cela passe par une compréhension du besoin des consommateurs qui de nos jours de-

viennent de plus en plus exigeants par rapport à leur fournisseur d'accès internet, de forfait mobile ou de produits bancaires. Ce qui place la connaissance et la maîtrise du client au centre de tout business qui veut être lucratif. La chance des entreprises dans le milieu bancaire et télécoms, est le volume, la véracité, la vélocité et la variété de données qu'ils collectent auprès de leurs clients exemples : (transactions bancaires, habitudes d'achats ou d'utilisation des cartes bancaires, les produits souscrits, la fréquence et le volume des opérations, etc.). Cette masse de données est une opportunité énorme pour ces entreprises de créer plus de valeur pour les clients et de générer davantage de revenus. Cependant, l'avantage concurrentiel réside dans la capacité de faire parler ces données par

des techniques de machine learning qui permettent d'avoir une vue 360 de son parc de clients. Cette vision 360 est de pouvoir cerner le comportement par des techniques d'analyse comportementale ou la segmentation comportementale qui se base sur la fréquence, la récurrence et le montant des transactions effectuées soient en banque ou par mobile money. Cela permet de créer des clusters de leur clientèle pour mieux les servir et anticiper les besoins. Ces données d'analyse RFM, combinées à un historique de clients désabonnés ou non du réseau bancaire et télécoms pourrait permettre de mettre en place un système de détection du churn des clients. Ce moteur pourrait être tourné chaque 6 mois pour détecter de manière précoce les clients qui sont susceptibles de quitter le réseau pour aller s'abonner vers un autre et mettre en place une politique de rétention. L'IA pourrait être utilisée pour réduire, le temps d'enrôlement de nouveaux clients par les techniques OCR embarquées dans l'application mobile de l'entreprise qui scanne la pièce d'identité du client, récupère les informations et les stockent dans une base de données, ce qui rend plus fiable le KYC du client. Pour finir avec les uses cases, l'IA aide aussi

à la détection de fraude au niveau des banques ou mobile money qui passent une analyse poussée et une classification automatique des transactions bancaires. Les larges langage models aussi peuvent beaucoup à améliorer le service client des entreprises pour des demandes qui nécessitent pas forcément trop de réflexion où les procédures de réclamations déjà documentées, un bot connecté via l'API d'un LLM adossé à un système de RAG (Retrieval Augmented Generation) pourrait aider à donner des informations utiles et à guider des clients dans leur processus de réclamations. Tous ces cas d'usages sont utiles surtout pour les entreprises qui veulent rester compétitives et qui dans l'avenir verront leur parc client composé 90 % que de natifs du digital (la génération digitale). Ceux-là ne perdront pas du temps à faire une queue pour retirer ou envoyer de l'argent, renouveler leur carte SIM ou s'inscrire et seront plus demandeurs en termes de qualité de produits et services.

Galsen AI et IA HUB SÉNÉGAL : bâtir un écosystème IA solide au Sénégal

Avec Galsen AI et AI Hub Sénégal, vous êtes un acteur clé de l'écosystème technologique africain. Quels résultats concrets avez-vous obtenus à travers ces initiatives, et comment contribuent-elles à positionner le Sénégal comme hub de l'IA en Afrique ?

Depuis son lancement en 2018 par les membres-fondateurs qui sont souvent dans l'ombre et qui je cesserai de les citer de par leur vision à mettre en place une plateforme d'échange et de vulgarisation de l'IA de cette science à l'époque ou peu de gens y croyaient : Elias Waly Ba, Thierno DIOP, Awa LY, Jean Michel, Ousseynou Mbaye, Derguene et moi. La mission de Galsen AI est de construire et de vulgariser un écosystème puissant et productif dans l'Afrique de l'ouest. La communauté est présente pratiquement sur tous les réseaux sociaux avec plus de 14 000 followers sur LinkedIn. Les activités principales de la communauté sont l'organisation de meetups (des rencontres autour d'une thématique de l'IA) et des workshops (ateliers pratiques). Galsen AI a marqué son empreinte de par ces initiatives concrètes qui ont servi le Sénégal d'avoir une visibilité sur la scène internationale de l'IA.





En 2019, Indaba X fut le premier événement IA au Sénégal organisé par la communauté avec l'UNCHK comme partenaire académique. En 2024, le Sénégal a accueilli le grand rassemblement des chercheurs en IA d'Afrique appelé Deep Learning Indaba, avec 47 pays d'Afrique représentés à l'UAM et la présence des géants de la tech comme sponsors. Au sein de Galsen avec une vision de démocratiser l'accès à l'IA, nous avons mis en place plusieurs plateformes d'échanges: Meetups, Hackathons, Reading group, des study Jams en partenariat avec Nvidia Deep Learning Institute, des projets de collecte de données, des publications scientifiques avec le Galsen AI Lab et le développement de modèles IA. Nous avons participé aux ateliers de lancement de la stratégie nationale des données et de l'IA, et participé activement à l'élaboration de la stratégie nationale de l'IA. Ce dynamisme et volonté à vouloir développer notre écosystème, nous ont conduit au lancement du AI Hub Senegal par quelques membres, initiative qui vise à fédérer l'ensemble des acteurs IA du Sénégal. Cette initiative part d'un constat simple, la multiplication d'initiatives qui font à peu près la même chose, pour la même cible et les barrières existantes entre le monde de la recherche, les start-ups et les entreprises qui souhaitent

développer des solutions de ce domaine. AI Hub Senegal est se veut d'être le carrefour des initiatives d'intelligence artificielle à l'échelle nationale. Notre vision est de créer un cadre propice où les acteurs de l'écosystème IA pourront collaborer et travailler ensemble, un écosystème où chercheurs, entreprises, talents, startups, communautés et institutions vont se joindre les forces et embarquer cette transformation à tous les niveaux. Le AI Hub Senegal est une plateforme ouverte à tout le monde qui souhaite devenir du Hub, bénéficier de nos ressources et programmes et contribuer à l'avancée de cette technologie au Sénégal.

Un fonds d'amorçage pour soutenir l'innovation IA au Sénégal

SEN HUB IA a récemment lancé un fonds d'amorçage en partenariat avec l'Ambassade de France et le ministère des Télécommunications. Quels sont vos critères pour soutenir les startups et quelles perspectives offrez-vous à ces jeunes entreprises ?

Sen Hub IA est un projet qui découle de la feuille de route de la stratégie nationale d'intelligence artificielle. Il est co-porté par le ministère de la communication, des télécommunications et du numérique,

l'ambassade de France au Sénégal et AI Hub Senegal. Ce projet vise à développer l'écosystème d'IA du Sénégal par 3 composantes : renforcement des compétences, développement de cas d'usages, et soutien aux entrepreneurs du Domaine. Dans la 3e composante, il y a une activité qui vise à accompagner le développement de jeunes start-ups avec un fonds d'amorçage entre 5k à 10k euros. Cela permettra à la start-up de recruter plus des profils techniques pour accélérer son développement de produit ou service, louer ou acheter des ressources de calcul pour l'entraînement ou le fine-tune des modèles déjà existants ou de collecter plus de données pour alimenter son IA. Ce fonds d'amorçage est nécessaire au développement de l'écosystème IA au Sénégal, car il renforce la position des start-ups qui jouent un rôle incontournable dans l'innovation et la digitalisation du pays. Pour être compétitif dans ce domaine, il est impératif de faciliter l'accès au financement par des mécanismes de subvention ou de capital ventures.

L'IA soulève des questions éthiques, notamment en termes de protection des données et d'équité. Comment intégrez-vous ces préoccupations dans vos projets et que recommandez-vous pour une adoption responsable de l'IA en Afrique ?

L'intelligence artificielle (IA) soulève des enjeux éthiques importants, en particulier en ce qui concerne la protection des données personnelles, la confidentialité, et l'équité et l'inclusion dans son déploiement. Dans un contexte africain, ces préoccupations doivent être abordées avec une attention particulière en raison des contextes socio-économiques et des défis spécifiques que le continent rencontre.

Nous pouvons l'aborder sur plusieurs axes :

Protection des données et confidentialité :

Renforcer les réglementations : promouvoir l'adoption de lois nationales et régionales sur la protection des données, similaires au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne, afin d'assurer que les données personnelles des citoyens africains soient protégées de manière appropriée. Cette promotion peut se faire à travers des acteurs de l'écosystème tels que les communautés par des séances d'acclimatation sur la donnée.

Transparence et consentement éclairé : Il est important que les utilisateurs soient informés de la manière dont leurs données sont collectées, utilisées et partagées. Un système de consentement éclairé doit être mis en place dans les services d'IA afin de garantir le respect des droits des utilisateurs. Ce système doit être renforcé et contrôlé aux niveaux des entreprises bien établies qui utilisent les données des clients pour générer davantage de revenus. Par exemple, une étude d'analyse comportementale des clients ne peut se faire sans que le client n'ait donné son consentement comme le dit la réglementation RGPD.

Equité et inclusion :

L'IA risque potentiellement d'accroître les inégalités si elle n'est pas déployée de manière inclusive. En Afrique, il est essentiel de veiller à ce que les technologies de l'IA bénéficient à l'ensemble de la popula-

tion, y compris les populations vulnérables et marginalisées.

Accéder à une éducation et une formation sur l'IA : Développer des programmes de formation locaux en IA et en compétences numériques afin que les jeunes, notamment dans les régions rurales, aient accès à des opportunités d'apprentissage et puissent bénéficier des avantages de l'IA.

Adapter les solutions aux contextes locaux : Les solutions d'IA doivent être conçues de manière à répondre aux réalités africaines. Cela implique de travailler avec les communautés locales pour comprendre leurs besoins et garantir que les solutions proposées ne créent pas de nouvelles fractures sociales.

Gouvernance de l'IA :

L'IA doit être accompagnée d'une gouvernance efficace pour garantir l'adoption d'une IA responsable.

Cela passe par :

Création de comité éthique et responsable : Ce comité, composé de chercheurs, de responsables politiques, de membres de la société civile, et d'acteurs technologiques, peut aider à veiller à ce que les technologies de l'IA soient déployées de manière responsable et en accord avec les principes éthiques.

Sensibilisation et dialogue continu : Les gouvernements, les entreprises et les acteurs sociaux doivent s'engager dans des dialogues ouverts sur les enjeux de l'IA, afin de garantir que les préoccupations éthiques sont abordées dès la phase de conception et de déploiement.

Innovation centrée sur l'humain : L'adoption de l'IA doit être centrée sur les besoins des citoyens africains, en mettant l'accent sur des solutions qui résolvent des problèmes sociaux, économiques et environnementaux spécifiques à la région.

Selon vous, quelles sont les principales opportunités et tendances dans le domaine de l'IA en Afrique pour les dix prochaines années, et

quel rôle le Sénégal peut-il jouer dans cette dynamique ?

L'Afrique est un terrain fertile pour l'innovation du fait de sa population composée en majeure partie par des jeunes dont la part des natifs du digital est importante comparée aux continents du reste du monde. L'utilisation de l'IA pour développer des secteurs tels que la santé, l'agriculture, le transport, l'éducation et les fintechs par exemple, reste encore très accessible.

Amélioration des secteurs clés:

Agriculture : L'IA peut transformer l'agriculture en Afrique, en améliorant la productivité, la gestion des ressources et les rendements des cultures. Des solutions telles que la prévision des conditions climatiques, l'optimisation des systèmes d'irrigation et la détection précoce des maladies des plantes peuvent avoir un impact considérable. Le Sénégal, avec son secteur agricole important, pourrait jouer un rôle de leader dans ce domaine en utilisant l'IA pour résoudre des défis agricoles majeurs.

Santé : L'IA pourrait améliorer l'accès à la santé, la gestion des maladies et la prise de décision médicale. Par exemple, la détection précoce des maladies grâce à des outils de diagnostic basés sur l'IA, comme l'analyse d'images médicales, pourrait réduire la mortalité.

Education : Le secteur éducatif peut être amélioré avec l'IA, grâce à des plateformes d'apprentissage adaptatif, la personnalisation des programmes d'enseignement et la réduction de la fracture numérique.

Rôle du Sénégal dans cette dynamique :

Le Sénégal a encore des atouts pour jouer un rôle clé dans l'essor de l'IA en Afrique :

Position du Sénégal dans la sous-région: Le Sénégal, reste tout de même le pays ayant l'écosystème IA le plus dynamique en Afrique de l'Ouest, cela grâce aux





multiples initiatives mises en place par différents acteurs qui visent à la vulgarisation, à l'adoption de cette science à l'échelle nationale.

Vision et politiques publiques: Avec lancement du new deal technologique, le Sénégal, sous l'impulsion de ses nouvelles autorités, ambitionne de devenir le premier pays exportateur de produits et services numériques ; en devenant un hub numérique, notre pays pourra :

Attirer les nouvelles investissements étrangers

Stimuler davantage le développement des startups

Améliorer la compétitivité de nos entreprises et faciliter leur accès aux marchés internationaux

Renforcer la connectivité et réduire la fracture numérique.

Le Sénégal a vu une prolifération de communautés et d'associations dédiées à l'intelligence artificielle ces dernières années. Pensez-vous que cette dynamique est une opportunité ou un risque pour le développement de l'écosystème ?

La prolifération des communautés et associations dédiées à l'intelligence artificielle (IA) au Sénégal représente indéniablement une opportunité majeure pour le développement de l'écosystème technologique et numérique du pays. Cependant, toute expansion comporte des facteurs de risque.

En effet, comme opportunité, nous pouvons citer : Le renforcement de l'écosystème et de l'innovation, la formation et le développement des compétences par communautés ou associations, le développement de la culture chez les profanes, la création d'un réseau global de talents.

Cependant, les risques sont entre autres : fragmentation de l'écosystème par un manque d'harmonisation des efforts, l'accès inégal aux opportunités et le risque de faire de "buzz" sans fondement. Chez AI Hub Sénégal, nous avons compris ces risques, et un moyen de maximiser les opportunités tout en minimisant les risques serait d'encourager la collaboration, de renforcer la professionnalisation et favoriser l'inclusion.

Daouda Tandiang Djiba

De la Data à l'Intelligence Artificielle, un architecte du futur numérique Sénégalais

Si les données sont le pétrole du XXI^e siècle, Daouda Tandiang Djiba est l'un de ceux qui savent les raffiner et leur donner du sens. Son parcours est celui d'un homme qui, très tôt, a compris que les chiffres racontent une histoire, que les algorithmes ne sont pas qu'une succession de codes, mais un levier puissant pour transformer les entreprises et les sociétés.

Dans l'effervescence du numérique africain, il n'est pas un simple spectateur, mais un bâtisseur. Derrière Galsen AI et AI Hub Sénégal,

deux initiatives qu'il a cofondées, se cache une vision audacieuse : faire du Sénégal un hub de l'intelligence artificielle en Afrique de l'Ouest.

Des chiffres aux algorithmes : la naissance d'une passion

Avant d'être une figure incontournable de l'intelligence artificielle au Sénégal, Daouda Tandiang Djiba était un homme de chiffres. Avec un Master 2 en Méthodes Statistiques et Économétrie de l'UCAD (FASEG) et une certification en



Data Science chez Edacy, il se spécialise dans l'analyse et l'exploitation des données.

Ses premières armes, il les fait chez Orange-Sonatel en tant qu'Assistant Statisticien. Plongé dans l'univers des télécoms, il y découvre le pouvoir des données massives et leur capacité à anticiper les comportements des consommateurs.

Mais très vite, il veut aller plus loin. Les télécoms lui ont appris à comprendre les tendances, mais c'est dans la banque qu'il va apprendre à les modéliser.

Chez BICIS (BNP Paribas), Société Générale et la Banque Islamique du Sénégal, il devient un expert en Business Intelligence et Data Analytics, utilisant les données pour décoder les comportements des clients, détecter les fraudes et optimiser les décisions stratégiques.

C'est là qu'il réalise que les modèles classiques ne suffisent plus. Que la véritable révolution se joue du côté de l'intelligence artificielle.

Construire un écosystème IA au Sénégal

L'intelligence artificielle en Afrique est encore une terre vierge, peu explorée, souvent perçue comme une technologie réservée aux grandes puissances. L'expert refuse cette fatalité.

En 2018, il cofonde Galsen AI, un collectif de passionnés qui se donne pour mission de vulgariser, former et structurer l'écosystème IA au Sénégal. Meetups, hackathons, groupes d'études, formations en partenariat avec NVIDIA Deep Learning Institute... En quelques années, la communauté devient une référence, rassemblant des centaines de talents et attirant l'attention des grands acteurs de la tech.

Mais le Sénégal a besoin de plus qu'une communauté. Il faut une structure, un cadre qui fédère chercheurs, startups et entreprises. C'est ainsi qu'en 2023, il lance AI Hub Sénégal, une plateforme qui vise à structurer l'écosystème IA et à éviter la dispersion des initiatives.

Le message est clair : l'Afrique ne doit pas être une simple consommatrice de technologies, elle doit les produire, les adapter et les maîtriser.

Une reconnaissance continentale et internationale

L'impact de son travail dépasse les frontières. Membre actif de la communauté Deep Learning Indaba, il occupe le poste de Growth Support Lead pour l'Afrique de l'Ouest, avant d'être General Chair de l'édition 2024.

En clair : il est aujourd'hui l'un des visages de l'IA en Afrique. Son enga-

Selon lui, l'avenir de l'IA en Afrique passera par trois piliers :

- L'inclusion : démocratiser l'accès aux formations IA pour les jeunes et les femmes.
- L'entrepreneuriat : encourager la création de startups IA locales.
- L'adaptation locale : développer des modèles IA qui prennent en compte les réalités africaines, notamment les langues et les besoins spécifiques des populations.

"Le Sénégal a le potentiel pour devenir un leader de l'IA en Afrique, mais



gement, son expertise et sa capacité à rassembler les talents font de lui un acteur clé de la transformation numérique du continent.

Un avenir porté par l'IA et les technologies émergentes

L'IA n'est pas une fin en soi, c'est un outil. Et Daouda Tandiang Djiba le sait mieux que quiconque. Passionné par les technologies émergentes DARQ (Distributed Ledger, Artificial Intelligence, Extended Reality, Quantum Computing), il voit en elles une opportunité unique pour l'Afrique.

cela nécessite une volonté commune, des infrastructures solides et une formation de qualité", aime-t-il rappeler.

Il y a ceux qui suivent la révolution technologique et ceux qui la créent. Daouda Tandiang Djiba fait partie de la deuxième catégorie. À travers Galsen AI, AI Hub Sénégal et ses contributions internationales, il œuvre pour une Afrique où l'intelligence artificielle n'est pas une technologie importée, mais une solution conçue localement, pour répondre aux défis locaux. Et une chose est sûre : ce n'est que le début.



Seydina Ndiaye.
Enseignant-Chercheur et Expert en IA

“L’Afrique doit maîtriser l’IA et l’adapter à ses réalités”

L’intelligence artificielle n’est plus une option, elle est devenue un levier de transformation incontournable. Alors que les grandes puissances mondiales redoublent d’efforts pour dominer ce secteur stratégique, l’Afrique tente de se frayer un chemin dans cette révolution technologique. Mais comment le continent peut-il tirer profit de l’IA tout en évitant une dépendance excessive aux géants de la tech ?

Pour répondre à cette question, SocialNetlink a rencontré Seydina Ndiaye, enseignant-chercheur à l’Université numérique Cheikh Hamidou Kane et directeur du programme FORCE-N, une initiative visant à accompagner l’emploi des jeunes dans le numérique au Sénégal. Expert reconnu en IA, membre du comité consultatif de l’ONU sur la gouvernance de l’IA, il nous partage sa vision sur les opportunités et défis de l’intelligence artificielle en Afrique, l’évolution de son enseignement et les enjeux réglementaires.

Qui est Seydina Ndiaye ? Qu'est-ce qui vous a poussé à vous intéresser à l'intelligence artificielle ? Y a-t-il un moment ou une rencontre qui a marqué votre engagement dans ce domaine ?

Je suis enseignant chercheur au sein de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane où j'occupe également les responsabilités de Directeur du programme FORCE-N, une initiative co-crée avec Mastercard Foundation pour aider les jeunes à trouver de l'emploi dans le numérique.

L'intelligence artificielle a été ma passion dès la fin de ma licence au début des années 90. En effet, après des études en mathématiques et informatique à l'université Gaston Berger de Saint-Louis puis à l'Université Paul Sabatier de Toulouse, la découverte de cette discipline a été une véritable révélation par rapport à l'orientation que je voulais donner à ma carrière professionnelle. Pour moi, déjà passionné d'informatique à ce moment, l'intelligence artificielle représentait le but ultime de l'informatique.

J'ai donc tout naturellement embrassé cette voie, en choisissant un DEA (qu'on appelle Master maintenant) en Intelligence artificielle, après ma maîtrise. Je me rappelle qu'à l'époque mes compatriotes avec qui j'étais à Toulouse ne comprenaient pas mon choix et m'orientaient plutôt vers les bases de données ou l'informatique de gestion. Fort de ma conviction, et inspiré par la belle carrière de notre compatriote Rose Dieng-Kuntz dans ce domaine (à l'époque, elle était lead de cette thématique au sein de l'INRIA à Sophia-Antipolis), j'ai finalisé mon DEA et j'ai démarré une thèse financée par l'Institut national de recherche agronomique (INRA) de Toulouse. Durant ma thèse, j'ai

conçu des algorithmes d'intelligence artificielle, basés sur l'apprentissage par renforcement et les algorithmes génétiques, pour élaborer automatiquement des itinéraires techniques pour la conduite de culture pour le blé d'hiver et pour le colza. Après ma thèse, j'ai rejoint l'équipe de l'INRA de Bordeaux dans le cadre d'un contrat postdoctoral pour concevoir un système d'IA de gestion automatique d'un stock de grain d'orge.

J'ai ensuite rejoint des start-up à Paris. D'abord, une belle aventure dans une société, plutôt de gauche où tout le monde avait au moins

II
**L'IA A ÉTÉ
UNE RÉVÉLATION
POUR MOI DÈS
MES ÉTUDES
UNIVERSITAIRES"**

des actions dans l'entreprise et avait le même salaire y compris le DG. Cette expérience, durant le boom de l'Internet, m'a permis de participer à la conception d'un guide intelligent pour le parcours d'une solution multimédia. Que ce soit un site internet ou une application multimédia sur cd-rom, ce guide permettait d'analyser les centres d'intérêt de l'utilisateur et de restructurer automatiquement l'interface pour proposer des liens intéressants pour l'utilisateur.

Par la suite, j'ai rejoint une start-up créée par des polytechniciens, qui a été rachetée plus tard par Dassault Systèmes, pour participer à l'élaboration d'une solution IA à destination du secteur industriel.

Mon aventure académique et professionnelle française s'est terminée en 2006 quand j'ai décidé de rentrer au Sénégal.

Quel regard portez-vous sur le développement de l'IA en Afrique ? Quels sont, selon vous, les principaux défis et opportunités pour une IA véritablement adaptée aux réalités africaines ?

L'IA s'est développée à travers le monde, avec un regain d'intérêt dans le monde scientifique vers la fin des années 90, et plusieurs succès qui ont eu lieu ensuite durant les décennies suivantes, suscitant ainsi un intérêt progressif du grand public et du monde industriel. Ces dix dernières années ont été encore plus bouleversantes, d'abord avec le succès retentissant de DeepMind face au champion du monde du jeu de Go, puis ensuite avec le lancement de ChatGPT par OpenAI, plus récemment. Depuis lors, la course effrénée vers la maîtrise de l'IA et le développement de solutions encore plus performantes a pris des proportions très importantes, avec comme leaders les États-Unis et la Chine. D'un autre côté, l'Europe reste un peu à la traîne, malgré un contexte technologique très favorable. Toutefois, comme par le passé, l'Europe a su être un acteur important des discussions internationales en étant un acteur fort de la réglementation de l'IA, avec notamment le EU AI Act.

Quant à l'Afrique, nous avons quelques initiatives qui semblent promettre un réveil dans ce domaine. Au niveau continental, nous pouvons noter plusieurs documents stratégiques, notamment la stratégie panafricaine sur l'intelligence artificielle de la Commission de l'Union Africaine, le livre blanc sur l'intelligence artificielle du NEPAD et le blueprint Artificial Intelligence for Africa de Smart Africa. Ces différents documents donnent des recommandations pour développer l'IA en Afrique. Par ailleurs, parallèlement au processus de développement du Pacte Numérique Mondial ces deux dernières années, l'Union Africaine a également élaboré une déclinaison pour l'Afrique à travers le Pacte numérique Africain (African Digital Compact). Ce document permet de prendre en charge les différents catalyseurs d'un développement endogène de l'IA en Afrique. Des problématiques telles que le manque d'infrastructures et de données, l'accès à Internet, le développement de talents et le cadre réglementaire, sont dévelop-



pées dans ce document. Celui-ci est un appel à l'action à l'intention des différents pays africains, du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des partenaires internationaux, avec un cadre de mise en œuvre proposé à travers un forum des parties prenantes (African Digital Cooperation Forum : ADCF). Au niveau des pays africains également, nous avons une recrudescence de stratégies nationales sur l'Intelligence Artificielle avec plus d'une vingtaine de pays africains qui en ont actuellement élaborées.

Toutefois, malgré cet engouement des gouvernements africains à élaborer des stratégies IA, nous remarquons que leur implémentation tarde à se concrétiser et souvent, il n'existe même pas un cadre précis de mise en œuvre de ces stratégies. Ainsi, dans plusieurs pays africains nous remarquons que les communautés sur le terrain et parfois même les entreprises sont plus en avance que l'État dans l'appropriation de l'IA et dans les efforts d'en faire une réalité pour le continent. Avec une jeunesse qui s'intéresse au sujet et qui a accès à des ressources pédagogiques de qualité à travers Internet pour acquérir les compétences nécessaires à une maîtrise de la technologie, l'Afrique a certains atouts

qu'il faut impérativement exploiter. Pour ce faire, il est quand même important que les gouvernements accompagnent cette dynamique en mettant en œuvre toutes les

recommandations proposées dans les différents documents stratégiques. Ainsi, nous pourrions avoir de véritables écosystèmes IA à travers l'Afrique, ancrés sur nos valeurs et capables de produire des solutions IA conformes à nos réalités et à nos besoins.

Des exemples comme ceux de DeepSeek, nous montrent qu'il n'est pas obligatoirement nécessaire d'avoir les \$500 milliards d'investissements des USA ou même les 109 milliards d'euros de la France, pour développer des systèmes d'IA performants capables de régler les problèmes spécifiques de l'Afrique et de contribuer au développement de la technologie à travers le monde.

Vous faites partie de l'organe consultatif de l'ONU sur la gouvernance de l'IA. Quelle vision portez-vous sur les enjeux éthiques et réglementaires liés à l'IA, notamment en Afrique où les régulations sont encore en construction ?

Tout d'abord, il est important de si-

gnaler que les missions du Comité consultatif de haut-niveau des Nations Unies sur l'IA ont pris fin en octobre dernier, après la publication de notre rapport final juste avant l'assemblée générale de l'ONU en septembre 2024 à New York. La feuille de route qui nous avait été donnée par le Secrétaire général des Nations Unies, dès notre première réunion avec lui, était de lui faire des recommandations pour que l'IA soit créée par tous, pour le bien de tous, sans laisser personne en arrière. Ainsi, toutes nos réflexions et recommandations ont été guidées par cette directive. Notre rapport intermédiaire, qui a été partagé en décembre 2023, nous a permis de faire un panorama des opportunités et des risques de la technologie, et de proposer un cadre de gouvernance mondiale de l'IA. Par la suite, nous avons entamé un processus d'engagement des différentes communautés au niveau international qui nous a permis de recueillir plus de 300 contributions écrites et plus de 100 articles écrits sur le sujet, de faire plus de 40 consultations dans toutes les régions et d'avoir 18 sessions sectorielles avec des experts des différents domaines concernés. Cette démarche inclusive nous a permis de finaliser nos recommandations dans le rapport final dont les principales recommandations ont été intégrées dans le Pacte numérique mondial.

Durant nos discussions, il est clair que les enjeux éthiques et réglementaires sont revenus plusieurs fois. Il faut prendre en compte l'éthique dans toute la chaîne de valeur de l'IA : de la conception au déploiement, et même au-delà...au monitoring. L'importance de sensibiliser et de former tous les acteurs de cette chaîne de valeur est primordiale pour assurer une IA responsable. Plusieurs pays africains ont entamé ces deux dernières années l'évaluation de leur état de préparation à l'IA en utilisant la méthodologie proposée par l'UNESCO pour aider ses États membres à mettre en œuvre ses recommandations pour l'éthique de l'IA. Cela montre l'intérêt et la prise en compte des enjeux éthiques de

l'IA par les pays africains.

Quant aux enjeux réglementaires, il y a deux considérations majeures à prendre en compte. D'une part, il faut éviter une réglementation excessive sans prendre le temps de comprendre la technologie. En effet, le mimétisme ne devrait pas pousser les institutions africaines à proposer des cadres réglementaires contraignants qui ne favoriseraient pas le développement de l'innovation au niveau local. Il faudra s'assurer que les législateurs comprennent bien la technologie et connaissent bien le fonctionnement des écosystèmes IA locaux pour mieux appréhender les cadres réglementaires adéquats à mettre en place.

D'autre part, il est important de considérer que l'IA n'a pas de frontière et que tout ce qui se passe dans d'autres parties du monde peut avoir un impact en Afrique. Lorsque l'on considère la vitesse fulgurante avec laquelle l'IA évolue de façon globale et la course effrénée pour la maîtrise de la technologie, il faut analyser plus précisément l'impact que cela pourrait avoir sur le continent africain. Ainsi, la compétition internationale entre les grands groupes technologiques ou entre les grandes puissances étatiques du domaine ne devrait pas impacter négativement le continent.

Nous avons déjà quelques exemples d'exploitation de travailleurs africains dans le domaine de l'annotation de données, mais des problèmes encore plus importants pourraient survenir si l'on considère que dans le cadre de la quatrième révolution industrielle, la convergence de différentes technologies est de plus en plus considérée et que l'Afrique pourrait être considérée comme le lieu où certaines expérimentations pourraient se faire si aucune réglementation adéquate n'est mise en place.

Imaginez par exemple, si la nanotechnologie ou la biotechnologie sont couplées à l'IA pour proposer certains traitements sur l'homme et que pour tester à grande échelle qu'il soit nécessaire de le faire quelque part. Des personnes peu scrupuleuses pourraient être tentées de

"NOUS
DEVONS
RÉGULER L'IA
SANS FREINER
L'INNOVATION
LOCALE

déployer ces tests au niveau des populations africaines si rien n'est mis en place pour empêcher cela. Toutefois, il faut être conscient que certaines réglementations ne peuvent se faire à l'échelle nationale et devraient donc se faire à l'échelle continentale, voire mondiale.

Au niveau continental, un autre enjeu est également à prendre en compte. Il s'agit d'avoir le cadre réglementaire pour s'assurer que les solutions IA développées ou déployées en Afrique sont responsables et ont suivi tout le processus de validation nécessaire à garantir leur fiabilité. Ce besoin devient encore plus urgent avec l'arrivée

des agents IA qui auront une autonomie renforcée, en ayant la possibilité d'interagir avec leur environnement. Dans un contexte où plusieurs structures annoncent le déploiement de solutions IA made in Africa, il est donc crucial, pour garantir la sécurité des utilisateurs finaux, de mettre très rapidement un cadre réglementaire pour valider que toutes les étapes de validation ont été faites, avec des standards internationaux en vigueur. Au-delà de protéger les utilisateurs finaux, cela permettra de renforcer l'innovation dans ce domaine et d'éviter d'avoir des solutions IA africaines uniquement utilisables par les africains.

Dr. Seydina Ndiaye, en tant que directeur du programme FORCE-N, pourriez-vous nous expliquer comment ce programme contribue concrètement au développement des compétences numériques chez les jeunes Sénégalais et à leur insertion professionnelle ?

Le programme FORCE-N a été mis en place par l'université numérique Cheikh Hamidou Kane, en collaboration avec Mastercard Foundation en novembre 2021. C'est un programme de 6 ans qui





a comme objectif de créer au moins 70 000 emplois dans les métiers du numérique, avec au moins 70% de femmes. Pour ce faire, nous avons un programme d'accompagnement spécifique que nous appelons SI-GUI, qui a un double sens : c'est un parcours initiatique chez les dogons et en Wolof cela permet de dire qu'on renforce la dignité des jeunes à la recherche d'un emploi en leur ouvrant de nouvelles opportunités. L'accompagnement que nous offrons commence par un travail avec le jeune qui vient nous voir pour l'aider à définir son projet personnel et professionnel. Cette étape est très importante à notre avis car cela permet au jeune de mieux se connaître (nous avons des tests de personnalité et des tests de compétences informatiques), de découvrir différents

métiers liés à l'informatique (nous avons des fiches métiers, des webinaires avec des professionnels), de renforcer ses softs-skills (des modules et des activités en ligne, un bootcamp en présentiel) et de se projeter par rapport à son avenir (quel type de métier lui correspond plus, quelles compétences lui manquent pour faire le métier qu'il ou elle a choisi). A partir de cela, nous renforçons ses compétences softs-skills et ses compétences dans le numérique à travers un certificat lié au métier qu'il aura choisi.

Ces certificats sont mis en place en co-crédation avec le secteur privé ou bien ce sont des certificats internationaux. Ils sont très orientés pratiques, avec des mentors qui sont chargés d'accompagner des

groupes de participants à faire leur projet. Parallèlement, nous avons une équipe dédiée à l'insertion professionnelle qui accompagne les jeunes à faire des CV, à préparer des entretiens de recrutement et qui leur envoie différentes offres d'emploi dans les domaines qui les intéressent. Nous avons également plusieurs entreprises partenaires qui proposent spécifiquement des offres d'emploi à nos participants et nous proposons même de prendre en charge 50% de la rémunération de nos participants pendant 6 mois lorsque ce sont des femmes.

Parmi nos participants, nous avons également des jeunes qui préfèrent une carrière entrepreneuriale plutôt qu'un emploi salarié. Pour ceux-là également, nous avons un accompagnement particulier avec un certificat en entrepreneuriat numérique et l'intégration dans un programme d'incubation. Cet accompagnement entrepreneurial comprend également l'accès à des fablabs pour permettre le prototypage et aussi la possibilité de bénéficier d'un fonds d'amorçage que nous avons mis en place.

FORCE-N ne s'arrête pas seulement à accompagner les jeunes qui veulent entrer dans le marché de l'emploi. Il s'intéresse également à préparer les plus jeunes à avoir très tôt toutes les compétences pour faciliter leur insertion professionnelle future dans le numérique. Ainsi, nous travaillons avec le ministère de l'éducation pour renforcer la culture scientifique des élèves dans les collèges et lycées. Nous avons mis en place une plateforme en ligne qui reprend les grains de cours jugés les plus difficiles par les élèves, pour les expliquer autrement avec des vidéos, des exemples et des exercices, pour faciliter leur compréhension. Par ailleurs, nous offrons plusieurs formations au codage, à la robotique, à l'astronomie, à l'impression 3D, à la réalité virtuelle, à l'intelligence artificielle, etc. dans toutes les régions du Sénégal.

Nous avons également plusieurs conférences à destination des plus jeunes et de leurs parents pour

montrer à quoi sert les sciences et renforcer la culture scientifique. Comme les filières scientifiques S1 et S3 sont actuellement les plus désertées dans les lycées au Sénégal, nous offrons un ordinateur portable et une clé de connexion internet à tous les élèves de première et terminale de ces filières. Enfin, nous renforçons le plateau technologique de 16 lycées, dont le lycée sénégalais de Banjul, en équipant les salles de TP en informatique, en physique et en Sciences de la vie et de la terre.

Il est important que tout ce que nous offrons, que ce soit pour les jeunes à la recherche d'un emploi que pour les plus jeunes, est totalement gratuit. À fin 2024, nous avons inséré ou amélioré l'emploi de 23 599 jeunes. Nous comptons accélérer la cadence les trois prochaines années, puisque tout le dispositif est maintenant opérationnel et bien lancé.

Comment l'enseignement et la recherche en IA doivent-ils évoluer pour former la prochaine génération de talents africains et éviter la dépendance aux grandes puissances technologiques ?

Il est très difficile d'éviter la dépendance aux grandes puissances technologiques, mais nous pouvons certainement beaucoup la réduire. Pour cela, plusieurs choses doivent être améliorées quand il s'agit de l'enseignement et de la recherche en IA. D'abord pour l'enseignement, les formations que nous avons actuellement pour l'intelligence artificielle couvrent un spectre très restreint de la discipline, se limitant le plus souvent aux dernières tendances sans pour autant insister sur les bases fondamentales de la discipline pour mieux en comprendre tous les aspects. Ceci a comme effet d'avoir généralement des jeunes formés à la compréhension et à l'utilisation des méthodes de machine learning plutôt que des jeunes capables de créer de nouveaux paradigmes en

IA. L'hégémonie des grandes puissances technologiques vient de cet avantage compétitif. Pour changer cela, il faudrait introduire l'enseignement des bases de l'IA, et non pas uniquement du machine learning, dès la première année du cursus universitaire ou même plus tôt au niveau du collège et lycée. C'est d'ailleurs le cas pour la Chine qui va même plus loin en introduisant les concepts de l'IA dès le primaire.

En ce qui concerne la recherche, il nous faut changer complètement d'approche. La plupart du temps, le milieu universitaire considère que la recherche est personnelle et donc chacun a tendance à s'isoler et à juste chercher des étudiants qui vont l'accompagner dans ses travaux de recherche. Par contre, l'IA est une science multidisciplinaire qui tire sa puissance du croisement de différentes approches puisées des mathématiques, de la biologie, de l'informatique, de la physique, etc. Par ailleurs, pour résoudre des problèmes dans un secteur particulier en utilisant de l'IA, il est nécessaire d'avoir cette approche pluridisciplinaire. Il faudrait donc que l'on apprenne plus à créer de grandes équipes multidisciplinaires de recherche permettant d'appréhender des problèmes complexes partant de la problématique très théorique à la solution IA pratique appliquée à un problème particulier. Un autre point à changer est le cloisonnement de l'espace universitaire par rapport au secteur privé. Les grandes puissances technologiques ont pu atteindre un certain niveau de technicité grâce à une symbiose entre le monde académique et le secteur privé.

Si ces deux aspects sont pris en compte, avec bien sûr un accompagnement financier et réglementaire de l'État, nous réduirons considérablement cette dépendance vis-à-vis des grandes puissances technologiques.

Avec l'essor des géants de la tech, comment l'Afrique peut-elle se positionner pour être un acteur clé dans l'innovation et la création de modèles d'IA adaptés à ses réalités ?

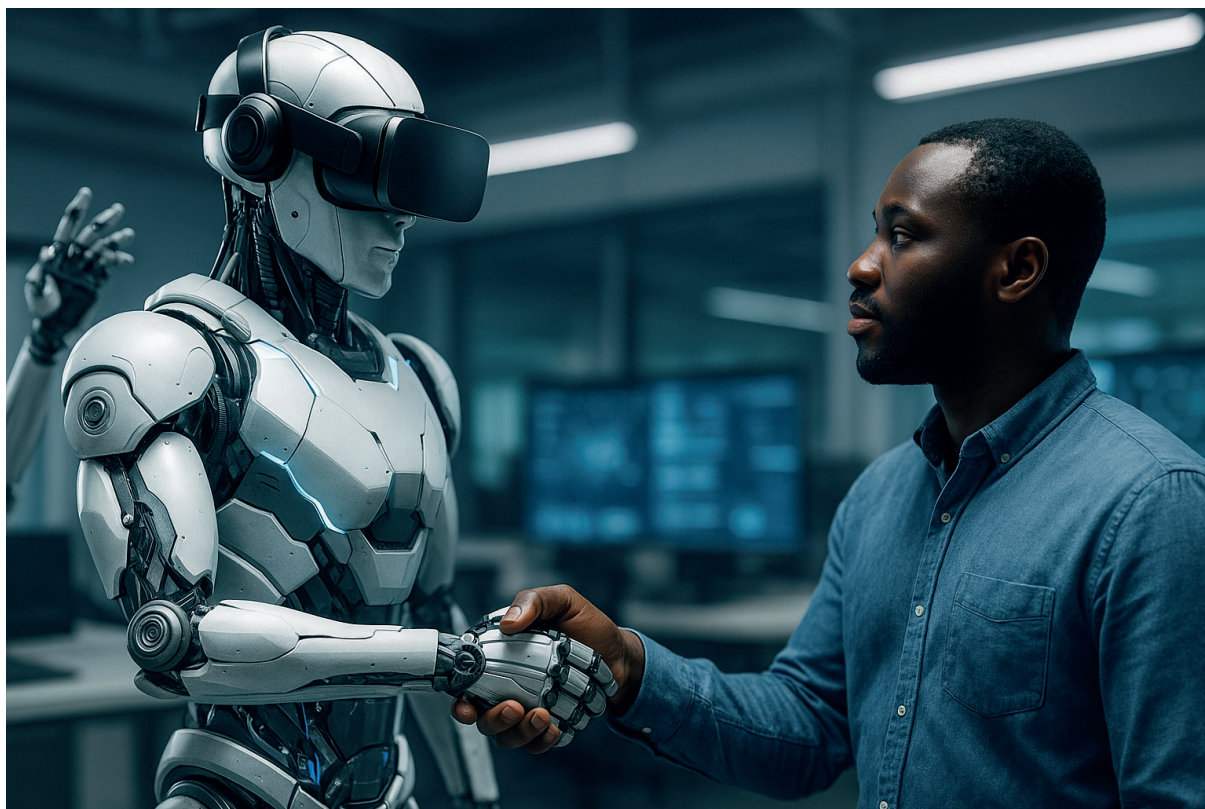
Intéressante question ! À mon avis, le positionnement de l'Afrique ne devrait pas se faire dans une perspective de compétition avec les géants de la tech, en tout cas dans un court et moyen terme. L'Afrique devrait plutôt se concentrer sur la maîtrise de l'IA, son implémentation pour la résolution de ses problèmes les plus cruciaux, la définition de son cadre réglementaire pour éviter tous les risques liés à la technologie et la collaboration internationale pour accélérer la réalisation des points précédents.

Toutefois, quand on parle de l'Afrique, il y a différentes parties prenantes. Les points cités concernent plutôt l'action des États, et il faut y ajouter que ceux-ci doivent également continuer à renforcer les facilitateurs pour le développement d'un écosystème d'IA dynamique,

à savoir les infrastructures technologiques, l'accès à des données publiques massives, l'accès à internet à un coût moindre, le développement de talents en IA et le soutien à l'innovation. Par contre, du point de vue du secteur privé africain, il faut à mon avis être très audacieux et qu'il s'attaque à apporter des solutions au monde, tout en étant bien ancrées dans ses marchés locaux. Le rôle d'accompagnement de l'État souligné précédemment est très important pour donner les moyens au secteur privé de se développer dans le domaine de l'IA, que ce soit en adaptant les modèles ouverts pour développer leurs propres solutions ou bien en innovant avec la collaboration du monde de la recherche. ●

“
**UNE IA
AFRICAINNE
POUR
L'AFRIQUE ET
LE MONDE**”

En 2033, l'Intelligence Artificielle pèsera 4 800 milliards de dollars (Rapport)



L'intelligence artificielle (IA) s'impose comme la technologie pivot de la prochaine décennie. Selon le Rapport 2025 sur la technologie et l'innovation publié par la CNUCED, le marché mondial de l'IA devrait exploser, passant de 189 milliards de dollars en 2023 à 4 800 milliards d'ici 2033. Une croissance fulgurante, multipliée par 25 en dix ans.

En parallèle, la part de l'IA dans le marché des technologies de pointe bondira de 7 % à 29 %, la hissant au rang de technologie dominante dans les années à venir.

Mais cette révolution technologique pose un défi majeur : elle risque de creuser encore davantage les inégalités mondiales.

La domination de quelques puissances

En 2022, 100 entreprises seulement – essentiellement américaines et chinoises – concentraient 40 % des

investissements mondiaux en recherche et développement dans l'IA. Les États-Unis et la Chine détiennent aujourd'hui 60 % des brevets et produisent un tiers des publications scientifiques dans ce domaine.

Le développement de l'IA est donc non seulement rapide, mais aussi massivement concentré dans les mains de quelques géants économiques et technologiques, laissant peu de place aux pays en développement.

Une transformation du tra-

vail à l'échelle planétaire

L'IA bouleverse déjà les chaînes de valeur : création de contenu, service client, automatisation des processus, design produit... Tous les secteurs sont impactés.

Au niveau mondial, environ 40 % des emplois sont concernés. Les pays développés sont les plus exposés à l'automatisation (jusqu'à un tiers des emplois), mais aussi les mieux équipés pour tirer profit de l'IA. Dans ces pays, 27 % des postes pourraient être renforcés grâce à cette technologie, générant des

gains de productivité importants.

Les pays du Sud doivent accélérer

Face à ces mutations, la CNUCED tire la sonnette d'alarme : les pays en développement doivent repenser leur modèle industriel en intégrant l'IA comme levier stratégique.

En 2023, seuls 30 % des pays en développement (hors pays les moins avancés) disposaient d'une stratégie nationale IA, contre deux tiers dans les économies avancées. Le rapport insiste sur trois piliers à prioriser :

Les infrastructures : garantir un accès équitable à l'électricité, à Internet et aux capacités de calcul.

Les données : promouvoir les données ouvertes et l'interopérabilité.

Les compétences : former massivement à l'IA, dès l'école primaire et tout au long de la vie.

Une gouvernance mondiale à repenser

L'IA ne connaît pas de frontières, mais sa gouvernance reste inégale. Seuls les pays du G7 participent à toutes les grandes initiatives internationales sur l'IA. 118 pays, majoritairement en développement, n'ont aucun siège à la table des décisions.

Le rapport appelle à une coopération internationale renforcée, à une gouvernance inclusive, éthique et centrée sur l'humain. Objectif : éviter que l'IA ne serve les intérêts de

quelques-uns, au détriment du plus grand nombre.

Une nouvelle fracture numérique ?

Les chiffres sont éloquentes : Apple, Microsoft ou Nvidia affichent des capitalisations boursières dépassant les 3 000 milliards de dollars chacune, soit l'équivalent du PIB de tout le continent africain. Une disproportion qui illustre la concentration de la richesse et du pouvoir dans le secteur technologique. À moins d'un sursaut stratégique et coopératif, l'IA pourrait devenir un facteur d'exclusion plutôt que d'inclusion. Le Rapport de la CNUCED envoie un message clair : l'IA n'est pas qu'un enjeu technique ou économique, c'est une question de justice mondiale. ●

Souveraineté Numérique

L'Afrique se dote d'un Conseil sur l'intelligence artificielle

Le 4 avril 2025 à Kigali, 52 États africains ont franchi un pas décisif vers la souveraineté numérique en adoptant la Déclaration Africaine sur l'Intelligence Artificielle. À la clé : la mise en place d'un Conseil Africain de l'IA, bras stratégique d'un continent qui refuse de rester en marge de la révolution technologique mondiale. Ce Conseil s'inscrit dans une dynamique institutionnelle de plus en plus affirmée, visant à positionner l'Afrique comme acteur structurant et autonome de la gouvernance de l'IA.

Une gouvernance continentale fondée sur des principes clairs

La Déclaration de Kigali, fruit d'un processus coordonné par la Commission de l'Union Africaine et le programme Smart Africa, jette les bases d'une gouvernance partagée de l'intelligence artificielle sur le continent. Elle repose sur cinq principes directeurs :

1. Développement des capacités humaines : intégrer l'IA dans les programmes d'éducation, soutenir la recherche et créer des centres régionaux de compétence.

2. Souveraineté et gouvernance des données : garantir aux États le droit de contrôler et de sécuriser leurs données numériques.

3. Investissements et infrastructures : mobiliser les secteurs public et privé autour d'incitations fiscales et régle-

mentaires.

4. Normes et éthique de l'IA : adopter des lois sur la transparence algorithmique, la non-discrimination et la responsabilité.

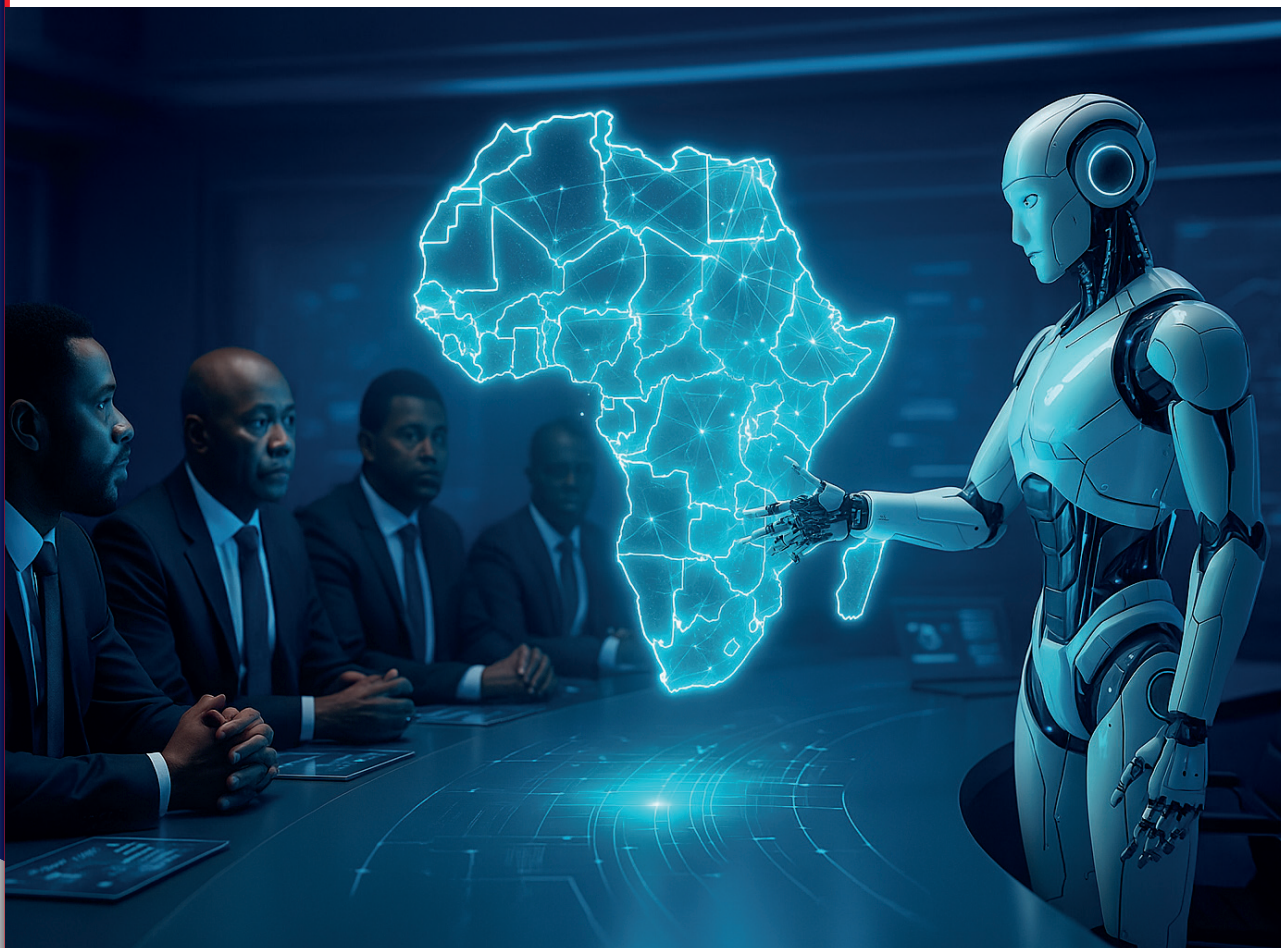
5. Coopération régionale et internationale : mutualiser les efforts et harmoniser les cadres réglementaires à l'échelle continentale.

Le Conseil Africain de l'IA : pilier de la coordination stratégique

Dans ce cadre, la création du Conseil Africain de l'IA est un élément structurant. Il aura pour mission de :

- Coordonner les politiques nationales de l'IA et favoriser l'alignement avec la stratégie continentale ;

- Définir des positions africaines communes dans les instances internationales de régulation de l'IA (ONU, OCDE, GPAL, etc.) ;



- Piloter la création de normes africaines adaptées aux contextes locaux, en matière d'éthique, de transparence et d'impact social ;

- Superviser les investissements en infrastructures numériques et orienter les priorités d'action du Fonds Africain pour l'IA (60 millions USD) ;

- Renforcer les capacités locales, en partenariat avec les universités, les startups et les centres de recherche.

Ce Conseil réunira des représentants des gouvernements, du secteur privé, du monde académique et de la société civile, selon une logique inclusive et transversale. Il bénéficiera d'un mandat institutionnel pour structurer l'écosystème IA africain autour d'objectifs de durabilité, d'innovation responsable et de compétitivité technologique.

La mise en place du Conseil s'inscrit dans une trajectoire stratégique amorcée depuis près d'une décennie :

- 2019 : Adoption de la Stratégie Continentale de l'UA sur l'IA, premier cadre politique à poser les jalons d'une IA éthique et inclusive en Afrique.

- 2020 : Lancement du Smart Africa Blueprint on AI, feuille de route opérationnelle pour l'intégration de l'IA dans les services publics et l'économie.

- 2021-2023 : Déploiement de projets pilotes (santé, agriculture, éducation, sécurité) dans des pays comme le Rwanda, le Bénin, le Ghana et le Sénégal.

- 2023 : Mise en œuvre du Cadre de Politique de Données pour

l'Afrique, garant de la souveraineté numérique et de l'accès équitable à l'information.

- 2024 : Création du Fonds Africain pour l'IA, destiné à soutenir les projets innovants à fort impact socio-économique.

- 2025 : Adoption de la Déclaration de Kigali et institutionnalisation du Conseil Africain de l'IA.

Un tournant juridique et politique majeur

Ce virage stratégique vers une régulation continentale s'accompagne d'un changement de paradigme juridique. La Déclaration de Kigali invite les États à :

- Réviser leurs lois sur les don-

nées, la propriété intellectuelle et la cybersécurité ;

- Mettre en place des autorités nationales de régulation de l'IA ;
- Définir des obligations de transparence, de responsabilité et de contrôle sur les algorithmes utilisés ;
- Intégrer l'IA dans les politiques publiques de formation, d'innovation et de développement territorial.

Les avocats, juristes et experts en droit numérique sont ainsi appelés à jouer un rôle central dans l'élaboration de cette nouvelle architecture normative, en lien étroit avec les entreprises et les institutions publiques.

Enjeux géopolitiques et souveraineté algorithmique

Dans un monde dominé par les plateformes américaines et chinoises, l'Afrique ne peut plus se contenter d'être un terrain de consommation passive. La mise en place du Conseil Africain de l'IA symbolise une volonté assumée de construire une souveraineté algorithmique. Elle repose sur trois piliers :

- La maîtrise des données produites sur le continent ;
- La formation d'une génération d'experts africains en IA ;
- L'élaboration de normes africaines pour l'usage responsable des technologies.

Ce positionnement permettra au continent d'être force de proposition dans les débats mondiaux sur la gouvernance de l'IA, mais aussi de protéger ses populations contre les biais, les inégalités et les dérives des systèmes algorithmiques. ●

Fonds de 60 milliards de dollars pour bâtir l'économie africaine de l'IA



À l'occasion du Sommet africain sur l'intelligence artificielle, tenu à Kigali le 4 avril 2025, l'Afrique a franchi un nouveau cap stratégique en annonçant la création du Fonds Africain pour l'IA. Doté d'une enveloppe inédite de 60 milliards de dollars, ce fonds marque une volonté claire : accélérer l'émergence d'une économie africaine de l'intelligence artificielle qui soit sûre, inclusive et compétitive à l'échelle mondiale.

Ce mécanisme d'investissement ambitieux vise à fédérer les ressources publiques, privées et philanthropiques autour de projets concrets d'innovation, de formation, d'entrepreneuriat et d'infrastructures technologiques à forte valeur ajoutée.

Un levier stratégique pour la souveraineté technologique

À l'instar du Conseil Africain de l'IA, le Fonds Africain pour l'IA est l'un des dispositifs phares de la Déclaration Africaine sur l'Intelligence Artificielle. Il a pour



mission de soutenir la mise en œuvre des priorités définies par les États africains en matière de gouvernance technologique et de transformation numérique.

Ses objectifs sont multiples :

- Financer des projets IA à fort impact dans des secteurs prioritaires (santé, éducation, agriculture, sécurité, climat) ;
- Soutenir les startups africaines de l'IA par l'accès à des financements en capital, des aides à la recherche et à l'industrialisation ;
- Renforcer les compétences locales, notamment via le financement de programmes de formation, de centres d'excellence et de laboratoires de recherche ;
- Structurer des partenariats internationaux équilibrés avec les

grandes entreprises technologiques, en veillant à la protection des données et à la juste répartition de la valeur ;

- Attirer l'investissement privé mondial dans l'écosystème IA africain, en créant des garanties institutionnelles et des incitations fiscales ciblées.

Une architecture innovante de financement mixte

Le Fonds repose sur un modèle de financement mixte inédit en Afrique, associant :

- Les gouvernements africains, à travers leurs budgets de développement et de recherche ;
- Les investisseurs privés, notamment les fonds d'investissement, les banques de déve-

loppement et les conglomérats technologiques ;

- Les fondations philanthropiques et institutions internationales engagées pour l'équité numérique.

Ce montage permettra de mobiliser des ressources à long terme, tout en assurant une gouvernance transparente, pilotée par un comité d'experts pluridisciplinaires indépendants, sous supervision de l'Union Africaine et de Smart Africa.

Répondre aux défis structurels du continent

L'Afrique dispose d'un énorme potentiel démographique, de créativité entrepreneuriale et de cas d'usage uniques pour l'IA. Pourtant, elle ne capte aujourd'hui qu'une fraction infime des inves-

tissements mondiaux dans ce domaine. Moins de 1 % des startups IA africaines accèdent à des financements de série A, selon les données du rapport Africa AI Landscape 2024.

Le Fonds Africain pour l'IA se présente donc comme une réponse structurelle aux limites actuelles :

- Fragmentation des écosystèmes d'innovation ;
- Absence d'infrastructures de calcul à grande échelle ;
- Fuite des cerveaux et dépendance technologique accrue ;
- Faible pénétration des marchés publics pour les solutions

IA locales.

Une économie de l'IA africaine à bâtir

L'ambition est claire : faire du Fonds un outil de transformation économique, en stimulant une nouvelle génération d'entreprises africaines capables de concevoir des solutions IA adaptées aux contextes locaux, tout en répondant à des marchés mondiaux exigeants. Cela suppose également de promouvoir :

- La normalisation des outils d'IA open source africains ;
- La montée en gamme des talents techniques et managériaux ;

• L'appropriation des chaînes de valeur algorithmiques, de la donnée à l'application.

Le Fonds Africain pour l'IA est un signal fort : l'Afrique ne veut plus être spectatrice, mais bien actrice des futurs numériques. Reste à transformer cette volonté politique en impacts mesurables sur le terrain. Les prochains mois seront décisifs pour structurer les premières opérations, sélectionner les bénéficiaires et démontrer l'efficacité de ce nouveau levier de développement. ●

Déclaration Africaine sur l'Intelligence Artificielle

Préambule

CONSIDÉRANT

que des dirigeants d'Afrique se sont réunis à Kigali, au Rwanda, le 4 avril 2025 ;

RECONNAISSANT

le potentiel transformateur de l'Intelligence Artificielle (IA), en alignement avec la Stratégie Continentale de l'Union Africaine sur l'IA, le Schéma Directeur de Smart Africa sur l'IA pour l'Afrique, le Cadre de Politique de Données de l'UA, la Convention de l'UA sur la Cybersécurité et la Protection des Données Personnelles, et le Pacte Numérique Mondial des Nations Unies ;

TENANT COMPTE

des résultats fondamentaux établis lors des Sommets sur l'IA organisés à Bletchley Park, Séoul, et Paris ;

RECONNAISSANT les opportunités, risques, et défis uniques que l'IA présente pour notre continent et le rythme exponentiel de son développe-



ment et de son adoption ;

RÉAFFIRMANT

notre engagement envers l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies ;

NOUS PRÉSENTONS PAR LA PRÉSENTE la déclaration suivante :

Principes Directeurs et Objectifs

2.1. Principes Directeurs

2.1.1. La souveraineté, l'inclusivité et la diversité dans la conception et le déploiement de l'IA africaine doivent bénéficier à toutes les communautés et refléter les priorités stratégiques, valeurs partagées et contextes culturels de l'Afrique.

2.1.2. Des garanties doivent être mises en œuvre pour prévenir les préjudices et protéger la vie privée, l'éthique, la transparence et l'explicabilité, tout en priorisant la dignité humaine, les

droits, les libertés et la durabilité environnementale.

2.1.3. La collaboration régionale, mondiale et public-privé est essentielle pour renforcer les capacités nationales, garantir la durabilité à long terme et soutenir la croissance inclusive des technologies d'IA en Afrique.

2.2. Objectifs

2.2.1. Exploiter le potentiel de l'IA pour stimuler l'innovation, la compétitivité et faire progresser les économies, industries et sociétés africaines.

2.2.2. Positionner l'Afrique comme un leader mondial dans l'adoption d'une IA éthique, fiable et inclusive.

2.2.3. Promouvoir une conception, un développement, un déploiement, une utilisation et une gouvernance durables et responsables des technologies d'IA en Afrique.

Engagements Clés

3.1. Talents

- Développement d'initiatives éducatives à l'échelle du continent.
- Programmes de formation en IA dans les institutions supérieures.
- Renforcement de la recherche via les doctorats et les partenariats internationaux.
- Sensibilisation des citoyens aux risques et avantages de l'IA.
- Création d'un Panel Scientifique Africain sur l'IA.

3.2. Données

- Cadre pour des ensembles de données ouvertes africaines.
- Gouvernance robuste des données conforme aux standards africains et mondiaux.
- Inclusion, protection des consommateurs et respect de la propriété intellectuelle.

3.3. Infrastructures de calcul

- Déploiement d'une infrastructure souveraine répartie sur le continent.
- Accès abordable aux ressources de calcul pour chercheurs et startups.
- Centres de données régionaux avec cybersécurité renforcée et faible empreinte carbone.

3.4. Marché

- Création de pôles régionaux d'innovation et d'incubation en IA.
- Approche « Afrique d'abord » dans les achats en IA.
- Utilisation de la ZLECAf pour favoriser la montée en échelle transfrontalière.

3.5. Investissement

- Mise en place d'un Fonds Africain pour l'IA de 60 milliards USD.
- Soutien aux infrastructures, entreprises, talents et recherche en IA.

3.6. Gouvernance

- Adoption de politiques nationales innovantes alignées sur la stratégie continentale.
- Plateforme continentale de partage de connaissances.
- Coopération intergouvernementale pour l'harmonisation des cadres nationaux.

3.7. Coopération Institutionnelle

- Création du Conseil Africain de l'IA, dirigé par Smart Africa, l'UA et l'UIT.
- Mobilisation des experts publics, privés, académiques et de la société civile.

Conclusion

FAIT à Kigali, Rwanda, ce quatrième jour d'avril 2025.

Signataires : Union Africaine, Smart Africa, et les représentants des 54 pays africains.



République du Sénégal



Emprunt obligataire par appel public à l'épargne

Chers investisseurs,

Nous l'avons fait, ensemble, dans un élan patriotique et pour l'intérêt général.

En notre qualité d'Arrangeur Principal et Chef de file de l'opération, nous remercions toutes les parties prenantes qui ont fait de ce défi une évidence aboutissant à un franc succès.



Clôture anticipée de l'opération

Montant initialement sollicité : 150 milliards F CFA

Montant collecté : Plus de 405 milliards F CFA



Arrangeur principal et chef de file de placement



www.socialnetlink.org